

Rouge

**Pologne :
Solidarité après
le 31 août**

P 12/ 13

M 1578 N° 1029 5F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

[du 10 au 16 sept. 82]

NON AUX MESURES D'AUSTERITE

C'est aux patrons de payer , c'est contre eux qu'il faut gouverner

LA rentrée 1982 en France se fait sous le signe d'un train de mesures qui sont autant d'attaques contre les travailleurs et aligne le gouvernement sur une politique d'austérité semblable à celles existant dans le reste de l'Europe capitaliste ; et cela à neuf mois d'élections municipales dont la bourgeoisie et ses partis comptent faire un tremplin pour leur retour au gouvernement.

Le Premier ministre vient de le confirmer, l'austérité va durer au moins 18 mois, aucune pause dans les concessions au patronat n'est envisagée. L'ensemble du dispositif mis en place par le gouvernement en juin et juillet avec le blocage des salaires, la remise en cause des avantages acquis, la multiplication des concessions au patronat, l'intensification des pouvoirs policiers, constitue, un an après la victoire du 10 mai, un tournant décisif de la politique gouvernementale. Celui-ci ne peut que démobiliser les travailleurs, renforcer l'arrogance de la droite qui va aller en s'accroissant et faciliter son retour aux postes de commande politiques.

Dans un tel cadre, la politique de la LCR, qui fut partie prenante de la victoire du 10 mai, est claire : tout faire pour imposer par la lutte un changement de politique, tout faire pour que se réalisent les espoirs du 10

mai et ainsi tout faire pour empêcher un retour de la droite en lui barrant la route aux municipales.

Après une période d'attente et d'espoir les travailleurs entrent aujourd'hui dans une période d'interrogation et de combat. L'acceptation de la politique d'austérité par les directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier ouvre une période de crise dans ces organisations de plus en plus discréditées. Le contrôle des directions sur la masse des travailleurs s'effrite, alors que se développe dans toutes les entreprises un large courant qui conteste la politique gouvernementale et recherche une alternative anticapitaliste à la crise.

En se pliant aux diktats du CNPF, en refusant de répondre aux aspirations des travailleurs, la nouvelle majorité est en train de creuser sa propre tombe. Elle risque de perdre la confiance de ceux qui l'ont élue sans gagner pour autant celle de ceux qui ont été battus et n'aspirent qu'à la revanche.

Sans méconnaître la situation désastreuse léguée par la droite au pouvoir, la LCR affirme que c'est la société capitaliste et elle seule qui est responsable de la crise. Son dénouement implique des mesures économiques et politiques draconiennes mais toutes entières orientées contre les respon-

sables de cette crise. La nouvelle majorité détient tous les moyens pour les imposer, ce qui lui manque c'est la volonté.

Cette volonté existe chez des centaines de milliers de travailleurs et la LCR se donne pour objectif d'y répondre. Oui, nous voulons une rentrée chaude pour le patronat.

L'avenir du changement, refusé par le patronat et compromis par le gouvernement, repose désormais intégralement dans les mains des travailleurs. Pour battre la droite aux municipales, il faut commencer aujourd'hui à gouverner contre elle.

Dès la rentrée, la LCR jettera toutes ses forces pour organiser dans l'unité d'action la riposte aux mesures d'austérité, s'opposer au blocage des salaires, exiger le rattrapage intégral, imposer l'échelle mobile.

La LCR lance un appel à tous ceux qui croyaient le 10 mai en finir avec l'austérité, à tous les syndicalistes, à tous les militants du PC et du PS qui ont à juste titre le sentiment d'avoir été trompés. L'heure n'est pas au découragement mais à la mobilisation dans l'unité. Ensemble, nous représentons une force capable d'imposer sa loi au patronat. Nous sommes des millions à vouloir le changement. Le moment est venu de faire entendre notre voix.

Alain Krivine

Déclaration d'Alain Krivine lors de la conférence de presse de la LCR le 6 septembre

REPERES

Débat au sein de la bourgeoisie

C'EST en Nouvelle-Calédonie que Chirac a choisi de lancer sa petite phrase : « *L'expérience socialiste ne durera pas deux ans.* » Et pour bien montrer qu'il ne s'agit pas de mots qui lui ont échappé, quelques jours plus tard, le président du RPR précise : à cause de sa politique catastrophique, le gouvernement se verra obligé d'organiser, après les municipales, des élections législatives anticipées.

Remarquons que, quand, en 1977, la gauche avait obtenu la majorité aux municipales, Giscard d'Estaing s'était bien gardé de dissoudre l'Assemblée, et Chirac, à l'époque, n'avait rien dit. Comme quoi ses leçons sur la démocratie et « la volonté populaire » sont de circonstance.

Il y a quelques mois, lorsque C. Labbé, le président du groupe RPR, avait remis en cause « la légitimité » du président de la République, Chirac avait été prudent et ne l'avait pas suivi sur ce terrain. A présent, le maire de Paris pense visiblement que les conditions d'une offensive politique vigoureuse sont réunies et qu'il faut jouer la crise ouverte.

Tous les politiciens bourgeois ne le suivent pas dans cette tactique. Ainsi R. Barre qui, tout en dénonçant « l'échec cinglant » de la majorité, a déclaré qu'il ne faisait pas « la même hypothèse » (en ce qui concerne la durée du régime socialiste) que Chirac. De façon générale, les giscardiens font des déclarations moins tonitruantes que le RPR. On le comprend aisément : le discrédit de Giscard est un poids lourd à porter et ils n'ont pas encore trouvé de leader, encore moins un « présidentiable ». La patience est pour eux une nécessité politique... Ce qui n'empêche pourtant pas Poniatowski, très proche de Giscard, de faire des déclarations très chiraquiennes : « *Rien ne dit que des élections législatives anticipées n'auront pas lieu pour trouver une solution à une situation semblable à celle de 1968.* »

En fait, un débat semble bien commencer à s'instaurer au sein de la bourgeoisie. Non pas sur la dénonciation



du « régime socialo-communiste » et la volonté de le renverser, mais sur les moyens d'y parvenir. *Le Figaro* donne raison à Barre et sa « vision réaliste » face aux déclarations tonitruantes de Chirac : « *Les premiers succès électoraux partiels, et demain les élections municipales, ne sont que des étapes dans la reconquête du pouvoir. L'échéance se situe en 1986 avec les élections législatives...* [Barre] parie sur le long terme. L'avenir risque de lui donner raison. »

Mais c'est le quotidien patronal *les Echos* qui se veut le plus lucide. Commentant le débat entre Chirac et Barre, il écrit : « *La belle affaire ! La belle affaire, pour le gouvernement toujours à l'affût d'une occasion de monter en épingle les divisions de ses adversaires.* » Pour lui, « *le vrai problème de l'opposition* » se trouve ailleurs. Dans la tentation que pourrait avoir une partie d'entre elle de bâtir une alliance future avec les socialistes à la faveur de la mise en place d'un « système proportionnel qui enlèverait tout sens aux mots d'opposition et de majorité ». On assisterait alors à « *la perpétuation molle (...)* d'une social-démocratie rampante (...) qui ne serait possible, bien entendu, qu'avec le concours d'une partie de l'opposition actuelle, venant relayer les communistes ».

Les Echos s'oppose violemment à cette perspective en appelant à l'unité de l'opposition : « *Seule cette unité peut garder à la France la possibilité d'un choix clair et d'un redressement fondé sur des principes sans équivoque.* » Ce même appel à l'unité que lance *le Figaro* : « *Il serait suicidaire pour l'opposition de se partager en deux camps.* » L'essentiel pour la droite est de battre la gauche aux municipales et de se servir de cette victoire pour remettre en cause le « régime socialo-communiste ». Le reste, pour l'instant, n'est que débat tactique et secondaire dans ses rangs.

A. A.

LORIENT De bien curieuses méthodes

Décidément, la police a de bien curieuses méthodes. En effet, le mercredi 25 août 82, la police, sans mandat, venait interroger sur son lieu de travail Gwennaél Le Gras, employé municipal à Lorient. Au nom de qui, au nom de quoi ? Cela est grave si maintenant la police peut se permettre des interrogatoires sur les lieux de travail, sans aucun mandat et surtout que va penser l'employeur ? La police ne s'en soucie pas. Elle préfère traquer la liberté d'expression.

Car le motif de l'interrogatoire, c'est un collage d'affiches au mois de juin 1982 qui annonçait un meeting de la LCR avec la participation d'Alain Krivine. Décidément, la police a de biens piètres occupations : s'occuper de la liberté d'expression, et cela c'est déjà la réduire !

La section lorientaise de la LCR proteste contre ces méthodes d'un autre temps que nous pensions révolues.



LES NOTRES Jean Léostic

Quand l'organisation trotskyste de Brest fut détruite par la gestapo en octobre 1943, le camarade Jean Léostic prit la relève. Il assura la diffusion de *la Vérité*, demeura dans Brest durant tout le siège d'août 1944 et contribua fortement à la renaissance de la cellule de Brest dès la Libération.

Ouvrier du bâtiment et délégué CGT, on le vit dans vingt meetings sur les problèmes de la remise des armes des FTP à la police du « Vel d'Hiv », sur le « produire d'abord » soutenu par Thorez, et chaque meeting fut une dure bagarre.

Jean eut droit, naturellement, aux calomnies et aux violences des staliniens, mais il rendit toujours coup pour coup.

Il est mort le 16 juillet à la suite d'une très longue et douloureuse maladie.

C'était un bon copain.

CITROEN La direction applique le blocage des salaires...

La direction de Citroën a surpris les travailleurs, c'est la première fois qu'elle applique une « loi sociale » avec tant de zèle. C'est vrai qu'il s'agit du blocage des salaires. Mais du coup le rapport du « médiateur » n'est pas appliqué.

Les 100 F d'augmentation du 1^{er} septembre sautent, la prime de lancement de *la Samba* de même (300 F de moins). La prime de rentrée n'est pas augmentée des 50 F prévus et les 85 F obtenus par les changements de classification sautent aussi. Plus de 500 F de perte donc...

Dans plusieurs ateliers, des assemblées ont eu lieu le lundi 6 avec les délégués montrant le profond mécontentement des travailleurs. Le syndicat CGT Citroën-Levallois appelle à une heure de grève pour l'application par le patronat et la levée du blocage gouvernemental...

TALBOT Riposte aux provocations de la direction

Dès cette rentrée, Talbot est redevenu un enjeu dans la bataille contre les patrons et la droite. C'est que la direction Talbot, appuyée sur le CNPF, le RPR, la CSL a choisi dès la rentrée de provoquer les travailleurs en annonçant 13 licenciements et plus de cinquante sanctions, en particulier contre des délégués CGT. C'est là un moyen pour elle de tester la combativité et de remettre en cause les acquis de la grève de juin-juillet.

Malgré le 10 mai, et peut-être par appréciation erronée des rapports de forces, l'objectif de cette direction reste, en particulier après la dernière grève, de casser les syndicats indépendants CGT et CFDT et de rétablir l'autorité de la CSL.

Il est normal que, dans ces conditions, ces décisions aient suscité la réaction massive des travailleurs de l'usine.

Ainsi, dès l'annonce des sanctions, le vendredi 3, les chaînes ont commencé à s'arrêter, des groupes se sont formés ; au B.2, un meeting CGT/CFDT s'est tenu alors que dans l'usine la division continue entre les deux syndicats. Le mardi, la grève repartait en exigeant que les sanctions soient levées.

La grève est reconductible tous les jours jusqu'à la levée des sanctions. Le mouvement est plus massif qu'en juin-juillet. Plus de 5 000 grévistes

par équipe. Toutes les chaînes sont arrêtées ; les travailleurs suivent les consignes syndicales qui demandent de rester autour des chaînes, dans les ateliers. Pas de meeting ou de manifestation, mais la calme détermination des milliers de travailleurs immigrés.

Cela d'autant plus que la direction a choisi l'épreuve de force ; elle refuse même, ce mercredi, de se rendre à la réunion convoquée par l'inspecteur départemental du travail. Les accords Dupeyroux de juin-juillet ne sont pas appliqués, l'affichage sur les cadences n'est pas respecté. La CSL fait sa réapparition.

Il faut que la riposte soit à la hauteur ; la massivité de la grève prouve que la riposte est possible, elle doit être organisée dans l'unité syndicale par la coordination des délégués de chaîne CGT et CFDT. Il faut chasser la CSL.

Les travailleurs de l'usine ne doivent pas rester isolés. Il ne s'agit pas seulement de parler de cette grève lors du meeting CGT de rentrée, mais d'organiser la solidarité dans l'unité.

La direction de Talbot veut, malgré le 10 mai, continuer son système d'esclavage moderne. Il faut la chasser ! C'est ce que demandent tous les travailleurs par la grève répétée. Le PS et le PC qui sont majoritaires en ont les moyens. Au lieu de bloquer les salaires, qu'ils bloquent les licenciements et lèvent toutes les sanctions !



Abonnement

Nom
Prénom
Adresse

| | Normal | Collec. | Etranger |
|--------|--------|---------|----------|
| 1 an | 230 FF | 190 FF | 320 FF |
| 6 mois | 120 FF | 110 FF | 170 FF |

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél. : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)

« LA RIGUEUR » ...

CONTRE LES SALAIRES

« La gauche est arrivée avec une grande ambition », s'est exclamé Mauroy à « Europe 1 » dimanche soir. Peut-être. Mais tous les discours sur les « avancées sociales » qui seraient opérées ne peuvent masquer la sécheresse des faits : le gouvernement veut organiser une perte du pouvoir d'achat des travailleurs. Au nom de la crise.

Pour justifier sa politique, Mauroy fait toujours référence à l'héritage giscardien : « Nous avons hérité, oui, je parle d'héritage, de deux maux : le chômage et l'inflation, 14% d'inflation. » Certes. Et à cet héritage, Mauroy ajoute le poids de la crise internationale : « La situation internationale qui existait lorsque nous sommes arrivés au pouvoir s'aggrave... » Certes, mais la chose était prévisible. Certains en tirent argument pour expliquer que le gouvernement aurait dû tenir plus tôt un langage de « rigueur », d'austérité.

Mais l'argument se retourne. C'est justement parce qu'il y a un lourd héritage giscardien et une crise du capitalisme international que, depuis plus d'un an, nous répétons que les demi-mesures, les concessions au CNPF et à la droite ne peuvent mener de plus en plus qu'à une politique de gestion de la crise sur le dos des travailleurs.

Il n'y a pas de juste milieu. Parce que, justement, la crise est celle d'un système et que pour en sortir il faut s'attaquer à lui et non essayer de le gérer. La preuve se fait, une fois encore, sous nos yeux. Une telle politique ne peut mener qu'à la défaite.

C'est pour ces raisons que, lors de la conférence de presse de rentrée de la LCR, Alain Krivine a déclaré : « La LCR lance un appel à tous ceux qui croyaient le 10 mai en finir avec l'austérité, à tous les syndicalistes, à tous les militants du PC et du PS qui ont à juste titre le sentiment d'avoir été trompés. L'heure n'est pas au découragement mais à la mobilisation dans l'unité. Ensemble, nous représentons une force capable d'imposer sa loi au patronat. Nous sommes des millions à vouloir le changement. Le moment est venu de faire entendre notre voix. »

● Prix

Le gouvernement mise sur un taux d'inflation de seulement 8 %. Comment y parvenir ? Mauroy, dans sa conférence de presse, a été bien flou. Pour les tarifs publics, il est possible — non sans contradiction — pour le gouvernement de planifier une hausse de 8 % en 1983.

Pour les prix industriels, le Premier ministre a annoncé une espèce de liberté surveillée dont on connaît l'inefficacité : « Pour les produits industriels, des engagements de lutte contre l'inflation définiront les conditions de retour à la liberté des prix. Cette liberté pourra être complète avant la fin du premier semestre 1983, si les engagements sont respectés. »

● Salaires

Pour les salaires, les choses sont, bien sûr, plus précises ! « Tout d'abord, il ne faut plus indexer les salaires sur les prix, ce qui est inflationniste. » C'est donc la base même du maintien du pouvoir d'achat qui est mise en cause. Le gouvernement dit que les smicards continueront à bénéficier de cette indexation, et qu'un effort sera fait pour augmenter les bas salaires. Comme

référence, Mauroy a donné les salaires de moins de 4 500 F.

Mais même au niveau des bas salaires, les choses ne sont pas claires. L'augmentation du SMIC doit intervenir le 1^{er} novembre, « elle sera théoriquement de 2,2 % ce qui semble peu pour accroître le pouvoir d'achat des bas salaires », comme l'explique le *Matin*.

Deuxième principe énoncé par Mauroy : « Les accords rendus caducs par le blocage sont à renégocier pour la période courant de novembre 1982 à décembre 1983. » Et il ajoute : « L'effort consenti pendant quatre mois serait fait en pure perte si la hausse était brutale au 1^{er} novembre. C'est pourquoi celle-ci ne devra pas excéder 3 %. »

Pour les fonctionnaires, cela fera une baisse de 3 % du pouvoir d'achat. Mais il y a bien d'autres secteurs où le retard des salaires était postérieur au blocage. Ainsi d'après le *Matin*, « dans le textile par exemple, le dernier accord date du 1^{er} janvier et la commission mixte du 9 juillet a dû être annulée. Le retard de juillet était donc déjà de 6,3 %... Pour la sidérurgie du Nord et de l'Est, secteur qui emploie 85 000 personnes, quatre accords (de relèvement des salaires) étaient prévus pour l'année 1982 : en janvier, mai, septembre et décembre. Le troisième relèvement n'aura pas lieu... »



Dans certains secteurs, la compensation financière résultant de la réduction de la durée du travail n'a pu être appliquée du fait du blocage. Cela augmente la perte du pouvoir d'achat prévisible. Pour les salariés du secteur de l'hospitalisation privée, le rattrapage aura huit mois de retard... »

Enfin, comme le note toujours le *Matin* : « Les augmentations de cotisations à la Sécurité sociale ou à l'UNEDIC devront être décidées avant la fin de l'année en cours. Si les syndicats intègrent cette donnée en négociant, ils devront demander des augmentations salariales plus fortes que l'indexation chiffrée par Jacques Delors. Dans le cas

contraire, ils signeront des accords entérinant une baisse du pouvoir d'achat... »

● Chômage

Pierre Mauroy explique : « De tous les pays occidentaux, nous sommes celui qui obtient les meilleurs résultats : nous nous acheminons vers une stabilisation du nombre des chômeurs. » Mais il ajoute : « Il faut au moins 4 % de croissance par an pour que nous ne perdions pas d'emplois. »

Or, pour 1983, dans son budget, le gouvernement prévoit une croissance de l'économie de seulement 2 %. Conclusion : si

l'on en croit les chiffres donnés par Mauroy lui-même, le nombre de chômeurs ne sera pas stabilisé — il faudrait 4 % de croissance — mais il augmentera puisque nous n'aurons que 2 %...

D'autant que Mauroy ne semble pas disposé à prendre des mesures radicales. A propos de l'objectif des 35 heures en 1985 que s'était fixé le gouvernement, il a déclaré : « Le problème se posera pour tous les partenaires sociaux et pour le gouvernement de savoir si on doit aller vers une nouvelle réduction du temps de travail pour diminuer massivement le chômage ou si, au contraire, les travailleurs ne sont pas prêts. »

Que veut donc dire cette phrase alambiquée ? Il est évident que les travailleurs sont prêts à passer aux 35 heures ; les patrons pas, ils l'ont montré. Le *Monde* donne une interprétation très inquiétante de cette déclaration. D'après ce quotidien, on sait à Matignon que, en 1984, il faudra choisir de réduire le temps de travail, soit progressivement « par des sauts de puce d'une heure ». Mais les 35 heures ne seront jamais atteintes en 1985. Soit en procédant à une réduction plus forte. On déclare dans l'entourage du Premier ministre « qu'une diminution importante ne pourra se réaliser que s'il n'y a pas compensation salariale ». Mauroy voulait peut-être dire que dans ces conditions les travailleurs ne seraient pas prêts à accepter une baisse importante de leur pouvoir d'achat qui risque, si les mesures gouvernementales ne sont pas remises en cause, d'être déjà fortement amputé en 1983...

LA BATAILLE DE LA PRODUCTION ...

LUNDI 6 septembre : tout le monde commente l'intervention de Mauroy à Europe 1 qui est centrée sur la sortie du blocage des salaires et l'avenir du pouvoir d'achat. C'est le jour que choisit le bureau politique du PCF pour lancer un appel solennel à gagner « la bataille de la production et de l'emploi ». Mais pas de prise de position officielle sur la question de l'heure : les salaires.

Le lendemain, l'*Humanité* se contente d'écrire dans son éditorial : « Pour sa part, Pierre Mauroy a tenu à réaffirmer... qu'il n'était pas question de changer de politique. » Mais le lecteur ne trouvera pas une déclaration solennelle du bureau politique sur le projet Mauroy qui envisage une perte du pouvoir d'achat des salariés dans l'année qui vient ! Il faut dire que le ministre communiste Anicet Le Pors est aux avant-postes en ce qui concerne la Fonction publique et l'application « du système Delors ».

La direction du PCF préfère

appeler les travailleurs à se retrouser les manches. « Le bureau politique appelle les communistes, les organisations du parti, les élus, à prendre cette tâche à bras le corps. Avec tous les intéressés, dans les entreprises, établissons le bilan de ce que l'on produit, de ce que l'on pourrait produire... Notre but est le développement de productions compétitives pour reconquérir le marché intérieur... »

« Agissons à la fois pour donner sa place prioritaire au marché national français en élargissant les prêts qui couvrent des productions françaises et pour promouvoir une coopération internationale fondée sur l'intérêt mutuel... Tout ne se réglera pas d'un coup, nous le savons. Mais la France peut faire mieux, c'est notre conviction profonde... Ensemble, commençons à gagner en France la bataille de la production et de l'emploi... »

Un refrain que déjà la direction

du PCF avait entonné à la Libération au nom de « la reconstruction nationale » : on en a vu les résultats. Appeler à « la bataille de la production » lorsque ce sont les patrons qui détiennent encore le pouvoir ne peut servir qu'à reconstruire... l'économie capitaliste.

Les députés communistes font savoir, discrètement, à propos du budget que les impôts des riches ne sont pas assez forts. Le PCF rappelle, à l'occasion, qu'il est pour le maintien du pouvoir d'achat. Mais, Georges Marchais avait, il y a quinze jours, expliqué que finalement tout était largement positif dans la politique du gouvernement et que, comme l'indique aussi la résolution du BP que nous venons de citer, « tout ne se réglera pas d'un coup ». Certes. Mais ce dont il est question, c'est d'une baisse du pouvoir d'achat que veut planifier un gouvernement auquel participent des ministres communistes...

NON A CE BUDGET

Le projet de budget pour 1983 se veut à l'image de la politique du gouvernement. « Rigueur » comme l'on dit caronn'aime pas le mot austérité. Il est vrai que ce budget résume une politique que l'on voit par ailleurs apparaître à propos de l'UNEDIC ou de la Sécurité sociale : refus de s'attaquer aux privilèges, aux riches, restrictions sur « les dépenses sociales ».

Statu quo sur les impôts...

Une réforme en profondeur des impôts serait un instrument décisif pour faire rentrer de l'argent, mais rien n'est proposé. Seule innovation : création d'une tranche à 65 % dans le barème de l'impôt sur le revenu qui touchera cent trente mille contribuables aux revenus élevés (plus de 20 000 F par mois pour un célibataire, plus de 45 000 F pour un couple).

L'impôt sur les grosses fortunes est maintenu comme tel. On sait que face aux réactions de la droite, le gouvernement avait, l'an passé, reculé et réduit cet impôt à un symbole qui ne rapporte que 3 à 4 milliards. Pour 1983, Fabius a même prévu de relever son seuil qui passe de 3 millions à 3,2 millions... Il était question à un moment de renforcer considérablement l'impôt sur les successions qui est dérisoire : en 1977, alors que 95 milliards ont changé de main, l'Etat n'a prélevé au passage que 3,7 milliards. Moins de 4 % ! Mais ce projet a été renvoyé aux calendes grecques.

Par ailleurs, comme le rappelle le syndicat CFDT des impôts dans l'interview que nous publions ci-contre, alors que la fraude fiscale est estimée à 90 milliards, aucune mesure sérieuse n'est envisagée. On pourrait citer un autre chiffre très officiel de l'INSEE. Chaque année, ce sont environ 23 milliards de TVA qui sont retenus dans la poche des entrepreneurs individuels par un moyen très simple : on fait payer la TVA au client sur un produit qu'on lui vend et « on oublie » de déclarer cette vente au fisc...

En France, les industriels et gros commerçants possèdent en moyenne une fortune de 2 200 000 F, soit plus de quinze fois qu'un ménage ouvrier. Avec Fabius tout cela ne changera pas beaucoup.

Coup de frein pour les dépenses sociales...

En 1982, 46 597 emplois avaient été créés dans l'administration. En 1983, ce ne sera que 13 000. Bel exemple de lutte contre le chômage ! Quand l'on regarde de plus près, on découvre des choix inquiétants : sur ces 13 000 emplois, la moitié sont certes consacrés à l'Education nationale, mais 2 000 à la police et 1 000 à la gendarmerie...

Derrière ces chiffres, il y a des choix sociaux. Le gouvernement maintient comme une de ses priorités l'Education nationale, en particulier l'enseignement professionnel et technique. Or, dans ce secteur, les syndicats avaient chiffré les besoins à 6 000 postes : 500 seulement ont été créés cette année...

Dans les PTT, la direction chiffre elle-même à 11 500 créations d'emplois les besoins pour compenser l'augmentation du trafic et résorber le manque d'effectifs. Il n'est prévu aucune création d'emplois. Ce n'est pas seulement les travailleurs des PTT qui vont en pâtir, mais aussi les usagers.

Dans les PTT, dans l'Education nationale comme dans les hôpitaux, ces mesures d'austérité ne vont pas seulement toucher les conditions de vie et de travail des salariés de ces secteurs, mais l'ensemble des travailleurs par le biais de besoins sociaux non satisfaits.

On nous explique par ailleurs que les dépenses d'armements progressent moins que celles d'autres secteurs. Très légèrement. Par contre, ce que l'on oublie de préciser, c'est le coût de l'armement nucléaire : environ 50 milliards...

Le journal patronal « les Echos » louait dans ce budget « l'effort pour redevenir sérieux en matière de finances publiques » et espérait « qu'il ne serait pas ramis en cause au cours de la discussion parlementaire ». Car, ajoutait-il, « le gouvernement s'est engagé à limiter la pression fiscale mais la pression sociale, elle, va continuer son ascension ».

Notre conclusion est inverse. Il faut que les travailleurs multiplient « la pression sociale » sur les députés du PS et du PC qu'ils ont élus en juin 1981 pour leur faire savoir qu'ils refusent ce budget d'austérité.



RENTREE SCOLAIRE

Les conséquences du manque de crédits

DIFFICILES à chiffrer nationalement, les besoins de cette rentrée : ni sur les postes et les effectifs, ni sur les salaires, les syndicats ne pêchent par excès de précision...

Dans deux secteurs au moins, le rapport entre le nombre d'enseignants et les effectifs d'élèves ne sera pas amélioré : dans les classes maternelles, d'abord, où aux longues listes d'attente de l'an dernier s'ajoutera une nouvelle génération plus nombreuse que la précédente ; 60 000 enfants supplémentaires devraient être scolarisés en cette rentrée.

Dans les LEP (lycées d'enseignement professionnel préparant au CAP et au BEP) aussi on manquera de professeurs : 500 ont été recrutés cette année, mais le SNETAA (FEN) chiffrait les besoins à 6 000. D'autant plus que l'accueil des « 16-18 ans » en formation post-scolaire dans les LEP alourdit la charge de travail de ces établissements. Auront-ils seulement la capacité d'accueillir ces nouveaux élèves, alors qu'il leur manquait l'an dernier 40 000 places pour répondre à la demande ordinaire ?

Des problèmes d'effectifs seront sensibles ailleurs : par exemple dans les classes de seconde ou de terminale. Les facilités accordées au redoublement des candidats malheureux au bac, positives, n'ont pas été dans l'ensemble accompagnées des créations de classes et de postes nécessaires. Le fait que les postes mis aux concours de recrutement par le ministère n'aient pas été, loin de là, tous pourvus par les jurys, n'améliorera pas la situation.

Autre problème clé pour toute politique qui prétend donner « la priorité à l'emploi » : le sort des non-titulaires, au nombre de 49 000 fin 1981 selon le ministère. Tous ceux qui ont travaillé à temps complet au cours de la dernière année scolaire doivent être réemployés cette année, se-

lon une circulaire ministérielle. Et les autres ? Ils n'étaient pas moins de 4 000 lors de la dernière rentrée à n'avoir pas rempli les conditions de réemploi. De plus, le réemploi ne règle ni le problème des conditions de travail faites aux auxiliaires, ni celui de leur titularisation : prévu pour s'étaler sur quatre ans, le plan de titularisation des enseignants ne débuterait pas avant 1984 ou 1985...

L'école, ce ne sont pas seulement les élèves et les profs : ce sont les agents et personnels ad-

seuls une politique scolaire, dirait-on. Sans doute. Encore faut-il qu'ils soient à la hauteur des besoins, ce qui n'est pas le cas. Condition non suffisante mais indispensable du changement à l'école, les moyens restent à gagner. Cela doit être rappelé alors que Alain Savary met en œuvre ce que *le Monde* a appelé « une nouvelle stratégie ».

Dans une lettre adressée aux enseignants en cette rentrée, le ministre souligne que « l'Etat ne peut rien à lui seul. Dans le domaine de l'éducation, il ne peut rien améliorer sans l'accord de la société, l'appui des familles et peut-être surtout sans la volonté des enseignants ». Et de lancer un « appel pressant aux initiatives et aux recherches ». Dans cet esprit, deux journées seront prises sur le temps de travail (6 octobre et 13 décembre prochains) dans les établissements, afin qu'enseignants et élèves débattent et proposent sur la base d'un questionnaire national. La méthode qui consiste à lier les « propositions d'en bas » et les « propositions d'en haut » innove. Mais le cadre de la discussion doit être clairement fixé. Or, Savary a annoncé en Conseil des ministres, au mois d'août, son intention d'élargir le « caractère propre » des écoles privées à l'ensemble des établissements publics : le développement des particularismes des établissements, par « décentralisation » et « autonomie » interposées, ne saurait être ni accepté, ni confondu avec l'initiative pédagogique, tant il est vrai qu'au contraire de celle-ci il renforcera les inégalités entre établissements.

Peser sur les choix nationaux : c'est une aspiration de la grande majorité des personnels. Pour cela ils s'engageront, mais pas pour gérer « à la base » le manque de moyens et les inégalités structurelles.

Nicolas Jeanson

+ 13%

Si le ministère de la Consommation chiffre à 10 % l'augmentation moyenne du coût de la rentrée, en fait c'est de 13 % qu'il s'agit d'après l'enquête menée par la Confédération syndicale des familles (CSF). Les livres scolaires ont augmenté de 18 %, les fournitures scolaires de 12 %, les cantines de 12,50 %.

D'après les calculs de la CSF, une famille de trois enfants dont un seul parent travaille et touche le SMIC dépensera 51 % de ses revenus en frais de rentrée. Si elle n'a que deux enfants, 41 % de ses revenus. Une famille de trois enfants dont le revenu est d'environ 7 000 F dépensera, elle, 40 % ; une famille dont le revenu est de 8 000 F n'en dépensera que 36 %.

L'allocation de rentrée scolaire a été fixée à 264,60 F, soit simplement 6 % d'augmentation...

ministratifs. Ils sont les plus mal lotis : une semaine de travail de 41 heures 30 pour les agents, des salaires parmi les plus bas de la Fonction publique, et une faible création de postes dans leur secteur.

« Une nouvelle stratégie »

Les moyens matériels ne sont pas « tout », ils ne font pas à eux

«PAR PEUR DE LA DROITE LE GOUVERNEMENT NE LUTTE PAS CONTRE LA FRAUDE FISCALE»

• Interview du syndicat national CFDT des impôts

En cette rentrée, les syndicats des impôts se trouvent placés au cœur de l'actualité : jugent-ils que le budget pour 1983 sera « un instrument pour réduire les inégalités excessives de revenus et de patrimoines », comme Mauroy s'y était engagé le 15 juillet dernier ? Nous faisons le point avec le syndicat CFDT des impôts, dont trois membres du bureau national ont participé à l'interview : Yves Wyss, Philippe Lesmé, Alain Tascon.

Nous avons été ainsi amenés à constater une contradiction énorme entre les discours et les actes de la confédération CFDT : « La solidarité pour tous » de l'équipe Maire fait en réalité payer les salariés aujourd'hui en réclamant une réforme de la fiscalité pour plus tard... Avec pour résultat de maintenir les règles en vigueur sous Giscard.

Cette discussion sur les impôts vient selon nous contredire de plein fouet l'utopie réformiste des « nouvelles solidarités ». Et relancer le débat central aujourd'hui dans la CFDT.

P. R.

• Quelles sont vos réactions devant les dernières mesures gouvernementales pour l'épargne et après l'annonce du budget ?

Yves Wyss — En ce qui concerne l'épargne, la politique de Monory continue. Prenons, par exemple, la création du « crédit d'impôt », qui permet de faire croire que « l'avoir fiscal » a disparu : le nouveau système est largement aussi intéressant pour les possédants. Quant à « l'épargne populaire », que le PS avait promis d'indexer, rien n'a été fait sauf le « livret rose » qui est réservé aux non-imposables...

Alain Tascon — En faisant semblant de respecter les promesses de Mitterrand et du programme du PS, ces mesures sont en fait seulement un volet de la « relance de l'investissement ». Et les privilèges demeurent.

Y. W. — Il en est de même des mesures budgétaires. La nouvelle « tranche à 65 % » est un gadget facile à mettre en avant : il y avait à peine 200 000 foyers fiscaux dans la tranche à 60 %, il y en aura autour de 100 000 ou même moins dans celle à 65 %. Les autres mesures sont des allègements en faveur des privilégiés, des cadeaux.

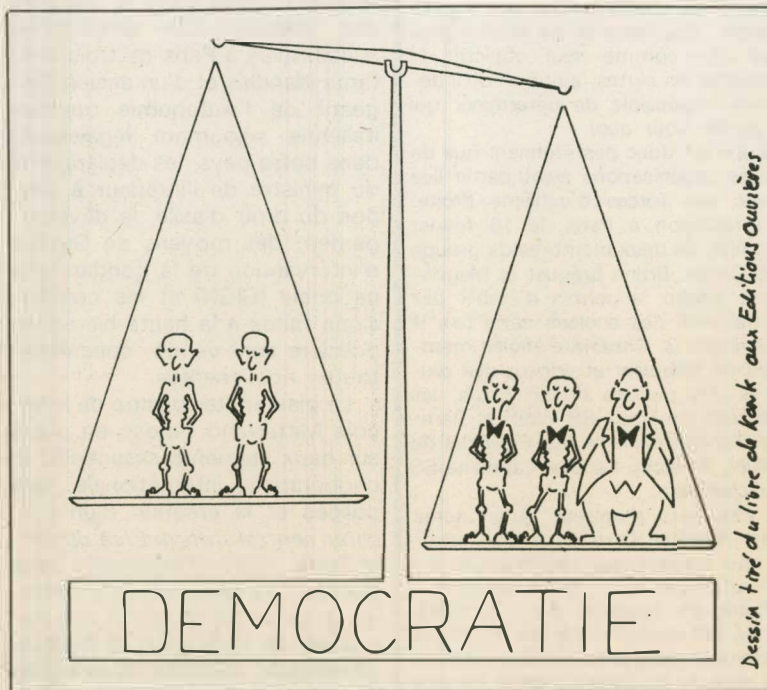
Philippe Lesmé — Les réformes les plus immédiates n'ont pas été

faites. Par exemple, le quotient familial dont le plafonnement n'a pas changé depuis l'an dernier, mais qui s'adapte au taux de l'inflation : on s'est contenté, depuis le départ de Giscard, de limiter ce scandale. Mais le mécanisme favorable aux privilégiés demeure.

A. T. — L'impôt sur les grandes fortunes, qui déjà touchait peu de monde, a été réévalué du montant de l'inflation au même titre que celui sur les revenus salariaux. Et la fraude restera ce qu'elle était : on avait discuté diverses mesures avec le cabinet de Fabius, mais aucune n'est venue.

• Quelles mesures souhaiteriez-vous donc en ce qui concerne la lutte contre la fraude par exemple ?

Y. W. — Quand nous parlons des moyens matériels du service, cela peut donner l'impression de prêcher pour notre boutique. Mais nous avons chiffré les effectifs nécessaires, de façon contradictoire, avec l'administration. Cela a été fait très précisément, au niveau local, puis centralisé. L'administration avait compté qu'il fallait 15 000 postes de plus et les organisations syndicales étaient arrivées au chiffre de 22 000. Pour comprendre vraiment la portée de ces chiffres, il faut rappeler qu'il y a actuellement 83 000 agents



des impôts... Ces immenses besoins sont le résultat de toutes les années de politique giscardienne : systématiquement, les postes des centres d'impôts correspondant aux beaux quartiers étaient laissés non occupés. On peut voir, par exemple, dans celui du 8^e arrondissement de Paris, des piles de documents dans tous les sens !

A. T. — Avec le budget d'austérité de 1983, cela ne va pas changer : il n'est attribué que 1 500 agents de plus aux services des impôts et les crédits de fonctionnement vont baisser.

Au-delà du nombre des agents, toute la façon de travailler devrait elle-même être transformée : la parcellisation des tâches, en effet, aboutit à museler l'initiative individuelle. « Je veux », disait un ancien directeur, gérer la DGI (Direction générale des impôts) comme la General Motors. Nous subissons, ainsi, une présence constante de la hiérarchie et des règles aboutissant à l'inefficacité : la recherche du rendement qui est imposée empêche une véritable lutte contre la fraude des privilégiés.

Ph. L. — Ajoutons aussi que des mesures seraient nécessaires sur le plan législatif pour lever réellement le secret fiscal. La possibilité de consulter toutes les déclarations d'impôts de la commune où on est domicilié existe ; mais elle reste bien théorique puisque le seul fait de faire état publiquement des renseignements rend passible de poursuites pénales, avec à la clé des amendes à payer égales au montant des impôts rendus publics... C'est d'ailleurs pour cela que le Canard enchaîné n'avait publié que les feuilles égales ou voisines de zéro !

Les comités d'entreprises, de même, devraient voir leurs droits accrus dans le cadre de cette levée du secret : signalons, par exemple, que les CE n'ont pas accès aux chiffres sur les salaires des hauts cadres...

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pris aucune mesure en faveur de la levée du secret ? Tout simplement parce qu'il en craint l'impact politique.

A. T. — Sans se perdre dans les détails techniques, il faut tout de

même faire connaître qu'il est plus avantageux de frauder : les pénalités sur les redressements sont de 12 % environ sur une année. Cela signifie qu'une fraude représente, même si elle est découverte, une avance de trésorerie pour l'entreprise d'un taux bien inférieur à celui des crédits bancaires !

Fabius, cependant, à la suite de l'enquête parlementaire sur l'évasion des capitaux et la grande fraude, nous a consultés. Il voulait de petites mesures spectaculaires. A chacune de nos propositions concrètes, ce

Il y a au moins 90 milliards de fraude. Pour une lutte efficace, il faudrait 22 000 postes. Le gouvernement en a accordé 1 500.

fut un recul, par crainte des réactions de la droite.

• Diverses prises de position d'Edmond Maire peuvent donner l'impression que vous êtes suivis par la confédération...

Y. W. — Nous avons donné à la confédération des éléments pour la réflexion. Il n'y en avait pas eu, pratiquement, avant. Nous apportons ainsi notre contribution. Et nous ne pouvons qu'approuver si cela sert à lancer le débat dans l'ensemble des structures.

A. T. — Nous avons cependant un désaccord, que nous avons affirmé à Metz : nous avons dit « non » aux mesures dites « de solidarité » entre travailleurs tant qu'il n'y a pas eu de réforme de la fiscalité et une véritable lutte contre la fraude. Nous avons, d'ailleurs, entre-temps mobilisé dans le sens de nos analyses. La grève du 2 juillet, contre le blocage des salaires, a été bien suivie dans les services des impôts si on tient compte de la date et de la brève préparation.

Ph. L. — Cela se comprend facilement : les employés voient passer des documents et des renseignements qui les écœurent. Ces réactions sont d'autant plus marquées qu'il existe des traditions de syndicalisation importantes dans le milieu. Comment, par exemple, accepter d'entendre parler de déficit de la Sé-

curité sociale sans se souvenir que, en l'absence de réforme de la fiscalité, les cotisations sur les revenus des privilégiés sont systématiquement sous-évaluées ? Et il en est bien sûr de même quand il est question de fiscaliser les cotisations chômage...

• Quelle est donc votre analyse du comportement de la confédération ?

Y. W. — Notre amendement en faveur de la connaissance des revenus, déposé pour le congrès confédéral, a été accepté. Du coup, la confédération dit des choses contradictoires : elle répète, avec raison, que la connaissance des revenus devient un problème crucial aujourd'hui ; mais cela ne va pas plus loin.

Ph. L. — En fait, Maire parle de connaissance de tous les revenus pour se couvrir en faisant appel aux sacrifices des seuls salariés. Mais il est vrai qu'il y a sur ce point des choses contradictoires dans les textes de congrès.

• Contre la cotisation chômage, divers syndicats pourraient donc reprendre le débat du congrès et dire non à la cotisation chômage en exigeant, à la place, cette réforme de la fiscalité. Dans ce cas, quelle serait votre attitude ?

Y. W. — Nous sommes prêts à donner tous les éléments d'information à tous. Ce n'est pas par hasard que nous faisons partie de ceux qui

ont signé des textes en ce sens durant le congrès de Metz.

A. T. — Si cette question rebondit et si des syndicats se regroupent pour faire des propositions communes, nous débattons dans notre propre syndicat pour définir notre investissement dans ce débat.

Pour notre part, nous avons de quoi répondre à Maire lorsqu'il prétend que faire payer les riches et refuser l'austérité pour les travailleurs c'est jouer « à Merlin l'enchanteur » : concrètement, nous pouvons démontrer, au contraire, que c'est possible.

• Comment cela se traduit-il pour vous dans votre propre secteur ?

A. T. — Nous faisons le lien entre les mesures de réforme de la fiscalité et la revendication de création d'effectifs : « des moyens pour une autre fiscalité » et « une autre fiscalité pour les travailleurs ».

• Dans l'unité d'action ?

Y. W. — La grève du 2 juillet a été unitaire. On aimerait poursuivre en ce sens. Même si nous mettons l'accent sur les effectifs, bien sûr nous n'acceptons pas une perte de pouvoir d'achat... On espère que les autres organisations syndicales partageront notre volonté. Une intersyndicale importante a lieu dans quelques jours.

Propos recueillis par Pierre Rème

LE QUOTIENT FAMILIAL OU COMMENT UN FILS D'OUVRIER VAUT DIX FOIS MOINS CHER QU'UN FILS DE PRIVILEGIE

Dans le système fiscal actuel, un enfant vaut pour une « demi-part » ; on soustrait ainsi des charges qui diminuent les impôts à payer par chaque « foyer fiscal ». Proportionnellement aux revenus, tout est là !

Un « foyer fiscal » disposant de 3 800 F pour deux personnes et un enfant déclare deux parts et demie. Et la part de l'enfant est alors équivalente à environ 750 F.

Un foyer fiscal identique et disposant de 100 fois plus (un P-DG ou un notaire par exemple) va-t-il soustraire 7,5 millions pour cette

demi-part représentant l'enfant ? Depuis le départ de Giscard, la réponse est non : il y a un « plafond » limitant l'abattement par enfant à charge à 7 500 F.

Retenons cependant qu'un fils d'ouvrier vaut encore dix fois moins qu'un fils de privilégié. Peut-être le PS et le PC estiment-ils, en maintenant une pareille règle, que le fils d'ouvrier a dix fois moins de besoins ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi le montant de ce plafond bénéficie-t-il d'un « allègement » correspondant à l'inflation dans le projet de budget de Fabius ?

(2) LES REVOLUTIONNAIRES FACE AU TERRORISME

UN PHENOMENE AUX MULTIPLES FACETTES

A lire la masse d'articles consacrés ces derniers temps au terrorisme, les choses sont simples. Les actions ici de petits groupes pratiquant la terreur aveugle et multipliant les attentats sont allégrement assimilées à la lutte des peuples qui, face à la violence des classes possédantes, se voient contraints d'utiliser à leur tour la violence pour affirmer des droits légitimes (voir le premier article de cette série, dans *Rouge* du 3 septembre).

Mieux, nombre de commentateurs expliquent froidement que toutes les actions armées émanent d'un chef d'orchestre clandestin dont le but est la déstabilisation des Etats occidentaux. Une telle thèse ne résiste pourtant pas à l'analyse. Xavier Raufer, qui vient de publier un livre — par ailleurs fort contestable — sur ce phénomène (*Terrorisme, maintenant la France* Editions Garnier) l'écarte nettement : « Les arguments avancés par les partisans du "contrôle international" sont crédibles dans la période où l'organisation clandestine est mal connue, mais ne cadrent pas avec les résultats des enquêtes menées par les magistrats et policiers chargés des dossiers du terrorisme, dès que la répression permet de mieux connaître les hommes et les structures. »

Il faut distinguer au moins trois catégories de groupes ayant recours à ce type de violence.

● En Europe occidentale, sur la base de la décomposition des courants ultra-gauches, se sont formés des groupes s'autoproclamant « avant-garde combattante du mouvement communiste ». S'engageant dans une spirale aventuriste et militariste, ils réduisent l'affrontement avec l'Etat bourgeois à la confrontation de deux appareils militaires d'inégale importance. Par son caractère même, par son extériorité politique et pratique à tout mouvement social, par ses objectifs, ce terrorisme ne fait que déposséder les masses ouvrières de leur propre action de classe.

Le surgissement de tels groupes s'alimente en premier lieu de l'incapacité des partis qui ont la confiance de la majorité de la classe ouvrière à offrir, en raison de leur politique de collaboration de classes, une réelle perspective émancipatrice. Mais il est également toujours un produit de la crise de la société capitaliste. Par-delà des situations différentes, c'est notamment l'accentuation de la désagrégation sociale qui explique l'essor de la Fraction armée rouge en Allemagne et des Brigades rouges en Italie. L'absence de débouchés pour une fraction de la jeunesse, le développement du travail précaire et du chômage peuvent pousser certains de ces « laissés pour compte » au désespoir et donc à l'illégalité et au terrorisme.

● La nouvelle situation internationale, la déstabilisation du Moyen-Orient ont permis le surgissement d'une nouvelle forme de terrorisme. Désormais, ce sont les Etats, qui par l'intermédiaire de leurs services secrets, utilisent ce procédé pour régler leurs comptes. L'attentat aveugle de la rue Marbeuf le 22 avril, celui plus récent qui a frappé le consulat d'Irak en sont des illustrations. Les réseaux de ce terrorisme « diplomatique » recourent ceux de groupes internationaux aux objectifs douteux comme celui du mytique Carlos ou du dissident palestinien Abou Nidal. Compte tenu de sa nature, cette forme de terreur favorise

toutes les manipulations et l'organisation d'opérations psychologiques qui ont comme seul objectif de brouiller les cartes, au point qu'il devient impossible de déterminer qui travaille pour quoi.

● Il n'est donc pas étonnant que de telles organisations aient partie liée avec des forces d'extrême droite. L'arrestation à Paris, le 16 février dernier, de deux membres du groupe de Carlos, Bruno Bréguet et Magdalena Kaupp, a permis d'établir des liens avec des anciens nazis tels le Genevois G. Oltramare ancien membre de l'Abwehr et éditeur des œuvres des maîtres du III^e Reich, les anciens généraux SS Wolff et Ramke, l'ancien ministre des Finances de Hitler, Schacht, l'ancien capitaine SS Reichenberg.

Ces faits montrent qu'on aurait tort d'oublier l'existence d'un terrorisme fasciste aux ramifications internationales qui, de l'Allemagne à l'Italie en passant par l'Espagne, s'est fait connaître par de multiples attentats sanglants comme celui de la gare de Bologne ou de la foire de Munich en 1980. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler qu'il y a moins d'un an, la police découvrait en RFA 125 kg d'explosifs, 40 bazookas, de nombreuses grenades, des milliers de munitions et des mitraillettes dans un dépôt appartenant aux néo-nazis.

Tous ces terrorismes ne sont pas identiques et ne peuvent être appréhendés de la même façon. Les trois catégories énumérées ne prétendent d'ailleurs pas couvrir l'ensemble du phénomène. Mais il demeure qu'affirmer des desseins progressistes ou ne cachant pas leurs buts réactionnaires, l'action de ces organisations a des conséquences objectivement similaires et toujours dramatiques pour le mouvement ouvrier.

Loin d'affaiblir la bourgeoisie internationale, ils concourent au renforcement des arsenaux répressifs et autoritaires. Certes, ce ne sont pas les attentats qui provoquent ce processus, mais ils permettent bel et bien de le légitimer aux yeux de l'opinion en alimentant la peur et la confusion. En ce sens, ils servent les politiques de criminalisation que les classes dominantes s'efforcent d'opposer au mouvement des masses, particulièrement en cette période de crise.

C'est pourquoi les révolutionnaires combattent avec la dernière énergie le terrorisme sous sa forme actuelle. Mais ils ne sauraient pour autant entrer dans une logique d'union sacrée avec ceux qui cherchent à utiliser la situation créée pour justifier la violence des nantis contre les opprimés. Car on ne peut oublier que c'est d'abord la haine, la rage et le sentiment d'impuissance devant les défaites qui font naître l'envie de recourir à la violence minoritaire.

Nos camarades italiens ont toujours affirmé leur détermination à lutter en même temps contre « le terrorisme de l'Etat et des Brigades rouges ». Ce faisant, ils ont dégagé un fait essentiel : ce n'est pas le renforcement des capacités policières qui peut venir à bout du terrorisme mais l'action indépendante des travailleurs, leur mobilisation pour en finir avec l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Christian Picquet

● Prochain article : L'impasse tragique des Brigades rouges.

FICHAGE

Un projet lourd de conséquences

• L'exemple de « Big brother » en RFA

Nous avons, dès l'intervention télévisée du président de la République le 17 août, dénoncé un tournant allant à l'encontre des premières mesures prises dans le domaine des libertés. Les arrestations successives à Paris de trois militants irlandais et d'un ancien dirigeant de l'Autonomie ouvrière italienne séjournant légalement dans notre pays, les déclarations du ministre de l'Intérieur à propos du droit d'asile, le développement des moyens du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et les concessions faites à la haute hiérarchie policière sont venus concrétiser toutes nos craintes.

Le plan antiterrorisme de François Mitterrand repose en outre sur deux éléments essentiels : la coopération internationale des polices et la création d'un « fichier central informatisé du terrorisme avec l'ensemble des données de caractère international ». Le sommet secret des ministres de l'Intérieur de France, Allemagne, Autriche, Suisse, Italie le 2 septembre à Bonn — que Gaston Defferre n'a pas hésité à qualifier de « très utile » — laisse penser que le gouvernement a désormais abandonné toutes ses réticences sur le principe d'une action coordonnée et intégrée des appareils répressifs. Mais celle-ci serait de peu d'utilité si les moyens de renseignements n'étaient pas renforcés. C'est dire la place centrale du « fichier informatisé ».

Autant le dire tout de suite, l'existence d'un tel fichier constitue une menace pour des garanties démocratiques élémentaires et pour le mouvement ouvrier. L'exemple de l'Allemagne fédérale n'en est-il pas la démonstration vivante ?

Quatre millions de suspects

C'est surtout après l'assassinat de Hans-Martin Schleyer (dirigeant du patronat) par la Fraction armée rouge (RAF), en 1977, que l'activité des services de renseignements ouest-allemands a pris son plein essor. Le Bundeskriminalamt (BKA, l'Office criminel fédéral) dispose de deux systèmes informatisés : INPOL et PIOS. L'ordinateur d'INPOL (Information System der Polizei) répertorie des millions de données concernant toutes les personnes qui ont eu affaire à la police. Il est relié à mille quatre cents terminaux répartis dans tout le pays.

Le système PIOS est lui, plus spécialement orienté vers la grande criminalité, le trafic de la drogue et surtout le terrorisme. Il peut être à tout moment interrogé par n'importe quel policier dont le véhicule est équipé d'une console. Ce procédé permet même l'identification d'empreintes digitales.

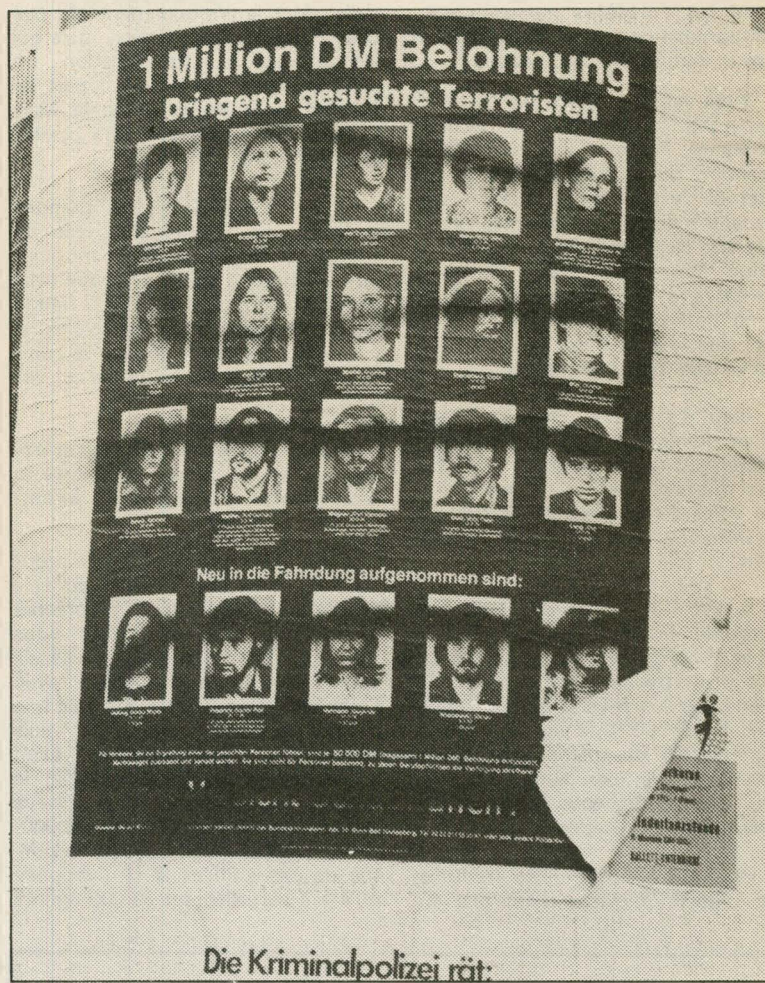
Au fur et à mesure que ce système s'est perfectionné, la masse d'informations indispensable à son efficacité s'est gonflée. C'est ainsi qu'on est allé jusqu'à conserver dans le grand or-

dateur central les empreintes des dix doigts de près de quatre millions de citoyens. Comme cela ne suffisait pas, il fallut centraliser les renseignements sur tout ce qui pouvait permettre aux membres de la RAF d'échapper aux recherches : cachettes, locations et vols de voitures, mouvements dans le pays et aux frontières, sympathisants possibles... Des milliers de personnes ont pour cette raison été fichées pour l'unique raison qu'elles avaient voyagé dans le même compartiment de chemin de fer qu'un terroriste présumé. Tous ceux qui pouvaient éprouver une certaine compréhension pour la Fraction armée rouge ont également été mis en fiche.

Pour accumuler une telle somme d'informations, on fit appel à la délation. De véritables campagnes télévisées furent organisées. On afficha dans les rues les portraits des suspects. Des tracts appelant la population à participer à la chasse à l'homme

aujourd'hui entre les mains un instrument redoutable. Elle saura l'utiliser, n'en doutons pas, en cas d'affrontement avec les travailleurs.

La psychose du terrorisme qui a accompagné le renforcement des services de police a déjà servi à justifier le développement d'une véritable chasse aux sorcières contre les communistes et l'extrême gauche. C'est, en effet, le 28 janvier 1972 que le chancelier social-démocrate Willy Brandt promulguait un « décret sur les extrémistes ». Celui-ci établissait que « tous ceux pouvant développer des activités contraires à la Constitution ne peuvent obtenir un emploi dans l'Administration publique » et exigeait des fonctionnaires qu'ils offrent « toutes les garanties d'adopter une attitude conforme à l'ordre libéral et démocratique fondamental ». En dix ans, des centaines de personnes ont été victimes de cette législation scélérate qui a bénéficié de l'exis-



En RFA, le fichier informatisé a débouché sur un appel à la délation et sur la multiplication des interdictions professionnelles.

furent distribués par millions. Et on opéra des centaines de milliers de contrôles.

Le terrible prix d'un succès

Au bout du compte, ces méthodes ont certes permis le démantèlement des réseaux terroristes. Mais à quel prix. La bande à Baader regroupait quelques dizaines de membres actifs et disposait du soutien de quelques centaines de personnes tout au plus. Pour combattre cette réalité, on a habitué toute la population à vivre dans un climat de suspicion permanente, on a légalisé le procès d'intention. La bourgeoisie allemande a au-

tence d'un système perfectionné de fichage.

On peut admettre que le gouvernement français n'ait pas l'intention de s'engager sur les traces de Brandt et Schmidt. Il reste qu'à vouloir combattre le terrorisme par les seuls moyens répressifs, les dirigeants socialistes et communistes seront amenés à faire toujours plus de concessions pour permettre à la machine policière d'acquiescer son plein rendement. Même si aujourd'hui au pouvoir, ils s'efforcent de limiter l'utilisation d'un fichier informatisé, rien ne garantit que demain, un tel instrument ne sera pas utilisé par les plus mortels ennemis des travailleurs. Peut-être contre Mitterrand et Defferre eux-mêmes.

C. P.



L'armée britannique en action dans les rues de Belfast.

NON, LES REPUBLICAINS IRLANDAIS NE SONT PAS DES TERRORISTES

• L'enquête sur les membres de l'IRSP arrêtés à Paris semble réduire à néant les accusations gouvernementales

On se souvient que l'arrestation le 28 août à Vincennes de trois militants irlandais fut présentée par l'Elysée comme « importante » du point de vue de la lutte contre « le terrorisme international ». De toutes les affabulations qui ont suivi, il ne reste rien. Tout ce que l'on peut reprocher à Michaël Plunkett, Stephan King et Mary Reid, c'est la possession de trois armes individuelles, de 500 grammes d'explosifs, de faux papiers, de quelques coupures de presse et d'un album de photos. Mieux, il s'avère que depuis plusieurs mois, les Renseignements généraux étaient au courant de leur présence en France et même que Mary Reid se préparait à demander le statut de réfugié politique. Cela n'a pourtant pas empêché Gaston Defferre de justifier l'opération du GIGN dans une interview au Monde du 4 septembre : « A une époque où, dans toute l'Europe, le terrorisme sévit, n'est-il pas normal d'arrêter quelqu'un qui se trouve dans ces conditions ? Qui dans son propre pays joue un rôle important et qui, comme tous les mouvements insurrectionnels ou terroristes, est en rapport avec d'autres mouvements dans d'autres pays ? »

Des terroristes ?

Pour le ministre de l'Intérieur, il ne fait donc aucun doute que les nationalistes irlandais sont de vulgaires poseurs de bombes. Voilà qui rappelle fâcheusement les amalgames par lesquels on a toujours tenté de discréditer les mouvements de libération. C'est en qualifiant l'OLP de « terroriste » que Begin et Sharon ont voulu légitimer les bombardements sur Beyrouth.

L'Irish Republican Socialist Party (IRSP), auquel appartiennent les inculpés, est issu d'une scission marxiste de l'IRA officielle, en décembre 1974. Contestant les orientations réformistes de cette dernière, Bernadette Devlin qui appartenait à cette époque à l'IRSP, résumait en ces termes les buts du nouveau parti : « Les provisoires (l'autre branche de l'IRA, NDLR) concentrent leurs efforts pour se débarrasser des Britanniques dans une campagne militaire sans perspective de guerre de classes. Les officiels ont abandonné leur position sur la question nationale. Nous, nous proposons d'attaquer sur les deux fronts, celui de la lutte nationale et celui de la lutte de classes (1). » L'IRSP devait par la suite se doter d'une organisation mi-

litaire, l'Irish National Liberation Army (INLA), qui se rendit célèbre en assassinant, en 1979, le député conservateur britannique Airey Neave. Parmi les dix hommes qui perdirent la vie en 1981 au cours de la grève de la faim des prisonniers républicains, il y avait quatre membres de l'INLA.

Quoi qu'on pense de l'évolution politique ultérieure de l'IRSP et de la façon dont elle mène son combat militaire, nul ne peut nier qu'il s'agit d'une organisation liée à la lutte des masses irlandaises. Les succès qu'elle remporta — en compagnie de nos camarades de Peoples Democracy — lors d'élections locales dans les six comtés d'Ulster, en mai 1981, en témoignent.

Ces faits, tout comme l'élection au Parlement de Westminster de Bobby Sands, le porte-parole des grévistes de la faim, ou les gigantesques manifestations qui ont accompagné la lutte pour le statut politique des combattants emprisonnés ont clairement fait apparaître le soutien populaire dont jouit le mouvement républicain. Et c'est bien ce qui fait toute la différence entre l'IRA ou l'INLA et les assassins de la rue des Rosiers. Jamais, au demeurant, ces deux organisations ne s'en sont pris à des cibles en France.

Qui sème la violence en Irlande ?

Certes, les nationalistes mènent la lutte armée. Mais qui peut en contester la légitimité ? Pour maintenir le partage artificiel de l'Irlande imposé en 1921 et une domination de type colonial sur le Nord-Est industrialisé de l'île, l'impérialisme britannique emploie tous les moyens. Soumis à une majorité protestante et loyaliste, les catholiques sont dans les faits, privés de droits démocratiques.

Une véritable législation d'exception a été promulguée pour briser la protestation populaire. Depuis 1971, les autorités d'occupation pratiquent l'internement sans procès. Des lois spéciales ont permis l'extension de la garde à vue à sept jours, l'arrestation sans mandat des suspects et la création de tribunaux sans jury. Les juges uniques de ces tribunaux spéciaux sont sélectionnés en raison de leurs opinions loyalistes et 85 % des condamnations sont prononcées sur la base d'aveux arrachés sous la torture, comme Amnesty International l'a dénoncé dès 1978.

Contrairement à la légende, l'armée britannique n'assure nullement

la paix civile. Elle protège au contraire les groupes paramilitaires protestants qui ont ces dernières années multiplié les assassinats de personnalités républicaines. Elle n'hésite pas à user des pires violences contre les démonstrations de masse. Qui ne se souvient de la journée du 30 janvier 1972 — restée dans les mémoires sous le nom de « dimanche sanglant » — où les soldats ont ouvert le feu sur une marche pacifique, tuant treize personnes ? Et c'est quotidiennement que les soudards de Sa Majesté utilisent de meurtrières balles en plastique contre les adolescents des ghettos catholiques. Ces armes ont déjà fait de nombreuses victimes depuis 1972. La plus jeune n'avait pas douze ans.

On ne peut donc qu'être indigné devant les propos de Gaston Defferre. Le PS avait, il y a un an, assuré les grévistes de la faim de Long Kesh de son soutien. Le gouvernement reprend désormais à son compte les accusations britanniques contre le mouvement républicain, en niant le caractère politique de ses objectifs.

Il paraît maintenant acquis que les militants arrêtés le 28 août ne peuvent être accusés d'actes terroristes sur le sol français. La justice ne peut les poursuivre que pour des délits sans grande importance et pour « association de malfaiteurs ». Compte tenu de la minceur du dossier, leur procès risque surtout de déconsidérer l'équipe au pouvoir.

Il est dès lors à craindre que, reniant tous les engagements du candidat Mitterrand, le gouvernement ne se débarrasse des trois Irlandais en les extradant. Déjà l'Irlande du Sud a fait une demande en ce sens. Une telle décision serait d'une extrême gravité. Car les autorités de « l'Etat libre » d'Irlande, qui entretiennent des liens étroits avec Londres, utilisent contre les nationalistes les mêmes méthodes d'exception. De l'autre côté de la frontière aussi ont été instaurés des tribunaux sans jury.

Tous ceux qui avaient, il y a un an, apporté leur soutien au combat pour le statut politique des prisonniers républicains doivent exiger du gouvernement qu'il fasse la preuve de l'implication des membres de l'IRSP dans les plus récentes actions terroristes ou qu'il les libère. Il en va ici d'un droit élémentaire que Giscard avait en son temps suffisamment bafoué : le droit d'asile.

Christian Picquet

(1) « Libération » du 20 décembre 1974

VIENT DE PARAITRE

Critique Communiste

revue mensuelle

de la Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 11

septembre 82 / 10 fr.

Sommaire

La double défaite de Beyrouth

Le sionisme contre le peuple palestinien

La question juive aujourd'hui

Dossier

LES REVENUS ET LA FORTUNE EN FRANCE

Bouleversements de la paysannerie française depuis 1945

Antilles: décentralisation ou décolonisation?

En vente à la librairie LA BRECHE PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE

75 F, 420 pages

Ce livre rassemble des textes où sont analysées sous différents angles continuité et ruptures des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens. Sous la disparité des situations nationales, des trajectoires, il s'efforce de dégager ce qui continue à faire l'unité stratégique fondamentale de la social-démocratie dans les pays

capitalistes développés. Ces analyses, élaborées par des militants marxistes-révolutionnaires des différents pays concernés, portent bien au-delà de l'actualité immédiate.

Les pays traités sont : la Grande-Bretagne, la Suède, la RFA, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

jeunesses communistes révolutionnaires mensuel N° 28 SEPTEMBRE 82



Nous n'acceptons pas comme une fatalité le développement du chômage des jeunes. De l'argent il y en a : des milliards vont être versés aux gros capitalistes dont les entreprises et les banques ont été nationalisées. Pourquoi ne pas utiliser cet argent pour créer des emplois ? Dans les lycées, c'est l'austérité : pas de places pour tous dans les LEP, classes surchargées. Pourquoi ? Parce qu'il n'y aurait pas d'argent ! Et pourtant de l'argent, le gouvernement en trouve pour financer les écoles privées. C'est un choix politique ! Et enfin, il y a le budget militaire. Il dépasse encore le budget de l'Education nationale. De l'argent, le gouvernement en trouve pour la guerre, pour faire plaisir aux généraux, mais il n'en trouve pas pour combattre le chômage des jeunes, pour un fonctionnement normal de l'école. C'est là un choix politique : comme les jeunes d'Angleterre, d'Allemagne, des USA, nous devons dire : nous voulons de l'argent pour créer des emplois, pas pour la guerre ! Quand on nous dit que réduire le service à six mois comme promis c'est impossible car cela augmenterait le chômage, nous disons : prenons l'argent dans le budget militaire, ainsi on pourra créer des emplois et tenir la promesse du service à six mois. Partout dans les lycées, les universités, les quartiers, commençons à organiser le combat unitaire contre l'austérité, en faisant savoir que les jeunes sont contre le budget militaire, contre accorder des crédits pour la guerre à nos généraux.

MAIRE ET KRASUCKI VEULENT

BELLE harmonie ! Quand Maire dénonce les signes de « barrisme de gauche », Krasucki, lui, s'en prend aux « apôtres de l'austérité de gauche »... Irions-nous, à l'appel des confédérations CGT et CFDT, vers une mobilisation d'ensemble contre les pressions du CNPF ? Ce serait en effet la meilleure façon de tirer le bilan devant une politique gouvernementale de plus en plus prisonnière des exigences patronales : en appelant à l'action contre toutes ces manœuvres et celles de la droite, la CGT et la CFDT — que la FEN et FO même devraient bien rejoindre ! — permettraient aux travailleurs de montrer le réel rapport des forces dans le pays.

Malheureusement, ces petites phrases ne visent qu'à tirer parti du mécontentement des travailleurs pour donner une bonne image des directions syndicales à l'approche des élections prud'homales de décembre prochain. Au-delà des effets de tribunes relayés par les médias, le rapprochement entre la CGT et la CFDT se fait pour soutenir la politique d'austérité.

Toutes deux acceptent, ainsi, de saucissonner la défense du pouvoir d'achat. En bas de l'échelle, revendication d'une progression, au milieu, son simple maintien, et pour les autres une diminution « modulée ».

CGT et CFDT, du même mouvement, abandonnent d'ailleurs les plates-formes revendicatives adoptées par leurs récents congrès. Tant sur le niveau du SMIC qu'en ce qui concerne la défense du pouvoir d'achat plus généralement. Tant sur l'objectif des 35 heures que pour la négociation de contrats de solidarité tenant compte de la « productivité »...

Oui, l'échelle mobile.

Pour rejeter la logique barriste « même de gauche », une autre voie serait pourtant assez évidente : l'unité des deux confédérations pour exiger une réelle défense du pouvoir d'achat de tous les travailleurs. Cela, bien sûr, passe par la défense de l'indexation, et même sa progression : à la place de l'indice INSEE, depuis longtemps dénoncé sous Giscard, un véritable indice du coût de la vie, contrôlé par les organisations ouvrières ; et, sur cette base, la progression automatique des salaires quand les prix augmentent.

Une telle revendication, indispensable pour assurer l'unité de tous les salariés, ne résoud pas à elle seule la question des bas salaires, bien sûr. Mais, comme le disent les plates-formes confédérales elles-mêmes, le salaire minimum doit être de 4 100 F. D'où cette évidence : l'action pour la défense du pouvoir d'achat, pour son rattrapage et son indexation devrait comporter à la fois la revendication d'échelle mobile et celle d'une augmentation du SMIC et des bas salaires.

Mais alors, où trouver l'argent pour sauver les caisses de Sécurité sociale et celles de l'UNEDIC, demanderont les dirigeants confédéraux ? Question pourtant élémentaire : la CGT comme la CFDT n'ont-elles pas exigé depuis longtemps une « réforme de la fiscalité ? » Pourquoi l'oublier, en fait, en ce moment où le gouvernement et la majorité auraient les moyens d'agir. Les propositions du syndicat national CFDT des impôts (voir p. 5), partagées par les autres syndicats des impôts, ne sont-elles pas assez claires ?

Défendre les salariés pour faire l'unité, s'attaquer aux privilèges par tous les moyens possibles, voilà ce que refusent tant le PS et le PC que les directions confédérales.

Les uns comme les autres, pour se justifier, n'ont plus qu'un seul et même refrain : « aider notre industrie face à la concurrence ». Comme si, en fournissant des béquilles aux patrons, on pouvait faire autre chose que sacrifier les travailleurs !

J. L. et P. R.

► CGT: l'indispensable rigueur

QUATRE thèmes principaux sont retenus pour la quinzaine nationale d'information, de débats et d'actions de la CGT, prévue du 13 au 25 septembre.

1) Maintenir le pouvoir d'achat

Sous cette rubrique, la direction confédérale étudie tout chiffre global : elle indique un « rattrapage des retards ou des pertes dus au blocage ». Elle y ajoute « le respect des mesures contenues dans les accords antérieurs au blocage ». Ces deux propositions évitent de revendiquer un rattrapage salarial global, unifiant l'ensemble des secteurs, publics ou privés, pour une action nationale « tous ensemble ».

Une direction confédérale digne de ce nom aurait chiffré la perte précise du pouvoir d'achat, en aurait déduit une revendication concrète, unifiante pour tous, et donc une action nationale conséquente. C'est ce que veut manifestement éviter la CGT. Aussi donne-t-elle une consigne qui vaut plus pour les négociations à venir que pour l'action revendicative.

Deux autres indications sont données nationalement : — le SMIC à 3 600 F ; — le maintien du pouvoir d'achat des salariés couverts par les statuts et conventions collectives sur la base d'un indice acceptable par tous. Le SMIC à 3 600 F est une re-

vendication révisée en baisse sciemment depuis juin 1982, date du 41^e Congrès. Celui-ci a voté à l'unanimité le SMIC à 4 100 F, valeur 1^{er} juin 1982 (cf. *le Peuple* du 13 juin au 18 juillet qui reproduit le programme d'action).

Cette révision en baisse a deux motifs : le premier, c'est de revendiquer un chiffre le plus proche possible de ce qui est acceptable à l'amiable par le gouvernement. Au diable les besoins réels des smicards... Le second, c'est d'enfourcher le thème diviseur du fameux « d'abord les plus défavorisés ». La CGT accepte de défendre le pouvoir d'achat selon une barre fixée à 3 600 F. Pour les autres salariés, elle ne demande que son maintien, sur la base d'un indice qui n'est pas celui de la CGT.

Mieux, elle ne voit ce maintien que par la négociation, branche par branche. La quinzaine CGT ne vise en fait qu'à expliquer boîte par boîte ces dispositions confédérales... Ceci est un dédit public et cynique du programme d'action de la CGT, voté très largement au 41^e Congrès... Dans ce programme d'action, sous le chapitre intitulé « b) garantie et progression différenciée du pouvoir d'achat », on peut lire : « A cette fin, la CGT revendique : l'élaboration d'un nouvel indice des organisations syndicales et familiales » et surtout : « L'application d'un système d'échelle mobile assurant le relèvement automatique et périodique de tous les salaires, traitements, retraites,

pensions ainsi que des allocations familiales et de chômage, du même pourcentage que la hausse du coût de la vie constatée par l'indice précité (ou, en l'absence de celui-ci, par l'indice des prix calculé par la CGT) (*le Peuple* n° 1135/36/37, page 246). »

Est-ce parce que Mauroy et Delors tirent à vue sur l'indexation des salaires que Krasucki, par solidarité gouvernementale, fait éclater les revendications sur le pouvoir d'achat en recommandations équivoques pour des négociations de sortie de blocage ?

A Pantin, le 7 septembre, devant les militants de la région parisienne, Krasucki a timidement, presque furtivement, assuré, contre les propos de Mauroy, qu'il était pour le maintien d'une indexation : mais pas au point de défendre, dans le programme de la CGT, les revendications la concernant. Le système Delors, la police des salaires, n'aura pas comme adversaire une CGT qui n'a soufflé mot des 8 % prévus pour 1983.

Recentrage éblouissant... La CGT peut dire non au blocage des salaires ; elle ne propose pas de bataille syndicale dans ce sens.

2) Vaincre l'inflation, résorber le chômage, reconquérir le marché intérieur

Ces trois autres thèmes précèdent d'une démarche commune. La CGT veut à la fois,

► CFDT: lucidité et responsabilité

PAS de quinzaine d'action à la CFDT car, comme le disait Kaspar, le nouveau « responsable à l'action revendicative », « la CFDT a choisi la voie d'une mobilisation continue » et « l'action syndicale c'est aussi préparer les dossiers ». Hormis, donc, la petite phrase d'Edmond Maire contre « le barrisme de gauche », bien conçue pour donner une image gauche dans la presse, la CFDT a rappelé ses revendications le 2 septembre dernier.

1 - Maintien « global » du pouvoir d'achat

Au moment où le gouvernement annonce que le rattrapage ne devrait être complet que jusqu'à un salaire de 4 500 F, la direction de la CFDT est prise en porte-à-faux. D'autant plus, d'ailleurs, s'il se confirme que la revalorisation de 5 % du SMIC est repoussée de quelques mois : une augmentation de 2 % telle qu'elle est prévue ne correspond en effet qu'au simple rattrapage des prix (selon l'indice INSEE) depuis juillet...

Ainsi, les mandats du congrès confédéral, même limités, restent bien encombrants :

malgré l'avis de la direction confédérale, il a été voté à Metz que les salaires devaient être garantis strictement jusqu'à deux fois le SMIC revendiqué (soit deux fois 4 100 F), ce qui protège 70 % des salariés ; par ailleurs, cette revendication

était complétée par la priorité donnée au SMIC.

Ne voulant pas respecter ce « carcan », Maire et son équipe l'ont « précisé », afin de le réviser en baisse, lors du bureau national de juin dernier. Mais les discussions y furent



GERER L'AUSTERITE

pour vaincre l'inflation, intervenir dans la formation des prix industriels, pour résorber le chômage et sortir de la crise, enclencher la bataille de la production nationale. Les patrons ne sont pas expropriés, la nationalisation ne s'étend pas, loin s'en faut, à tous les secteurs productifs. Alors, pourquoi la CGT se mêle-t-elle soudainement de gestion ? C'est qu'avant le patronat vendait l'industrie nationale à l'étranger, avec la bénédiction du gouvernement Barre-Giscard. Depuis le 10 mai, le gouvernement représente l'intérêt national.

Or la crise, pour la CGT, c'est le bradage de l'économie au capital étranger, et l'agression de pays tels que le Japon, la RFA et les USA qui assaillent notre marché intérieur par leurs exportations. Pour sortir de la crise, la CGT veut donc réconcilier le loup et l'agneau, pour peu qu'ils soient français. Elle veut une économie nationale, dans laquelle le maître, le patronat, resterait le maître, et associer ses syndicats à la bataille de la production française.

Pour ce faire, elle préconise « le rapatriement des productions faites à l'étranger », « équiper les usines françaises d'outils français », « un inventaire des productions à développer et des importations excessives ». Elle demande également que « les profits privés soient réinvestis dans l'industrie nationale ». Il s'agit donc d'une **alliance nationale** entre producteurs et propriétaires des moyens de production,



• Au lieu d'organiser l'action contre les attaques patronales et les mesures d'austerité, les directions confédérales trahissent les mandats de leurs congrès de mai et juin dernier

c'est-à-dire entre patrons et ouvriers. Contre le redéploiement européen et mondial du système capitaliste, la CGT préconise un front commun entre patrons patriotes et ouvriers

pour sortir de la crise. Qui dirige ? Les patrons toujours ; l'intérêt national, ça contient dans le même emballage tricolore bourgeois et prolétaires.

Alors que tout pousse à ex-

proprier, nationaliser, confisquer les capitaux, la CGT nous propose une alliance du capital et du travail « pour le bien de la Nation ». Si encore elle proposait de nouvelles productions,

correspondant aux besoins sociaux (santé, éducation, etc.), indépendantes des normes du profit, contradictoires avec elles... Mais non : ce qu'elle veut, c'est un vernis, une couche de peinture tricolore sur les usines. Les conséquences sont immédiates et multiples. Contre l'inflation, la CGT demande que les comités d'entreprise soient intégrés à la surveillance des prix. Mieux, elle demande à ses syndicats de chasser le gaspillage, de rationaliser la production, de faire des propositions, pour que, au sortir de l'usine, les coûts de production soient abaissés. Les sections d'entreprise devront ainsi s'intégrer à la marche de l'entreprise, même si le patron reste le maître.

Et comme la meilleure manière de baisser les coûts de production, c'est encore de taper dans les salaires et l'emploi, la CGT affiche une grande modération et accepte l'abandon, la révision en baisse de revendications immédiates, pour le bien de l'économie.

« Retrousser nos manches », « produire d'abord », ces beaux slogans qui ont amené la défaite ouvrière de l'après-guerre sont au goût du jour.

Aujourd'hui, cela s'appelle « produire français » : attention, hier c'était un slogan, bon pour les affiches. Maintenant c'est la ligne de la CGT. Voilà pourquoi son programme d'action, en cette rentrée, reste au frigidaire. Alliance nationale oblige.

Jean Lantier

vives et le texte voté par cette instance de direction encore trop gênant pour Edmond Maire. Il devrait exiger que tous les salariés au-dessous de 4 100 F profitent d'une augmentation de leur pouvoir d'achat et que ceux jusqu'à 6 800 F, eux, l'aient strictement maintenu d'ici à décembre... Irait-on à un « affrontement » avec les patrons et le gouvernement ? Non ! La direction confédérale préfère « revendiquer que partout en septembre, des négociations s'ouvrent dans les branches, les entreprises nationales et la Fonction publique ». Ouf ! Ce n'est plus un problème national, ont-ils l'air de penser, mais « une masse de problème contractuels ». D'ailleurs, pour éviter que ces questions soient trop nettement compréhensibles, il est proposé, au même moment, que ces négociations ne soient pas « étroitement » centrées sur le pouvoir d'achat : elles « doivent », selon la confédération, « porter sur la politique salariale, la durée du travail et la création d'emplois ». Bref, il ne s'agit plus de « rattrapage », « il s'agit de définir un autre type de politique salariale ».

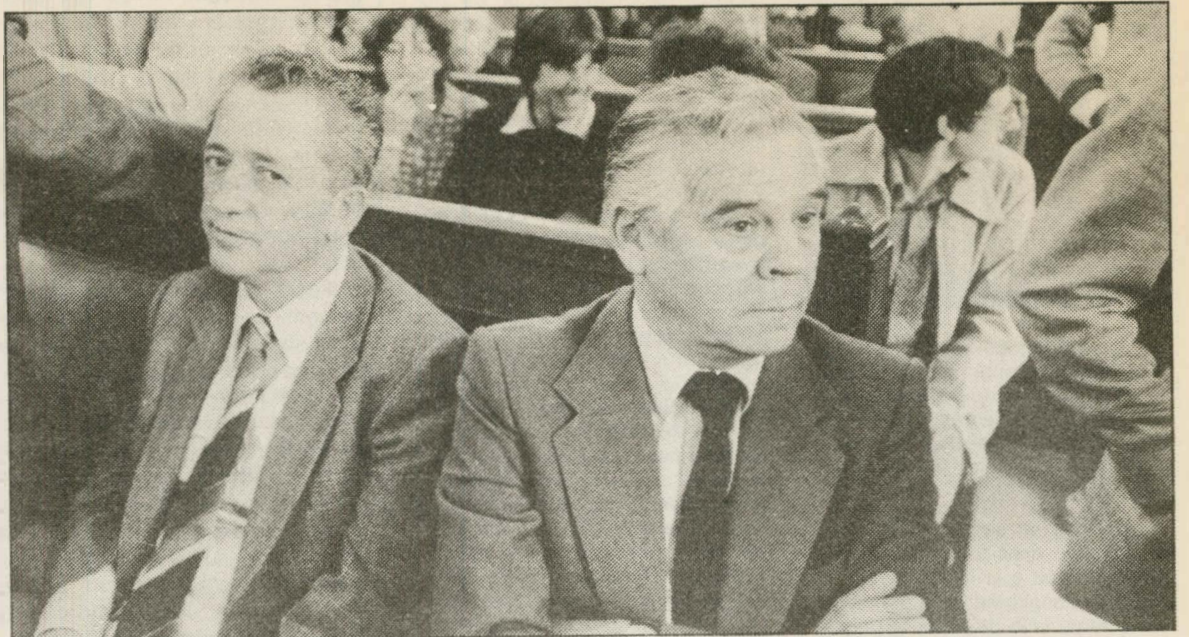
Un « nouveau type de politique salariale », répondant aux

vœux du patronat qui souhaite des négociations très décentralisées et au rêve de Delors qui croit possible d'établir un « consensus » entre les patrons et les travailleurs autour de la « compétitivité ».

2- L'inflation, le chômage, le marché intérieur

Ce corset de dix-huit mois prévu pour apprendre aux salariés « l'autodiscipline » en matière de pouvoir d'achat est complété d'un discours sur l'inflation assez proche de celui de la CGT : « Il faut développer une double action », celle sur les « causes structurelles de l'inflation (inégalités, professions protégées, privilèges fiscaux, circuits de distribution...) », et « celle portant sur les prix. Sur ce point, il est important de réveiller la compétence des comités d'entreprises qui sont habilités à donner leur avis sur les augmentations de prix », etc. ».

Ce déballage d'appels à « la responsabilité » serait boiteux s'il ne comportait un couplet sur le patronat. Il nous faut en citer les deux passages essentiels, car la presse en a donné



une version terriblement « radicalisée » en retenant qu'« Edmond Maire fustige les patrons ».

En pratique deux volets : celui des reproches : « Il (le patronat) ne se mobilise pas pour un nouveau dynamisme économique. (...) Cette attitude d'arrière-garde est néfaste et démobilisatrice. Le dénigrement et l'installation dans une mentalité d'assiégé va à l'encontre des efforts nécessaires pour engager les entreprises dans l'offensive contre la crise, le chômage, l'inflation. (...) Qu'a fait le CNPF pour se sai-

sir depuis un an de la relance de la consommation intérieure afin de développer ses ventes au lieu de laisser les importations croître de façon démesurée ? Il a joué à contresens en augmentant abusivement ses prix sur le marché national. »

A l'opposé de cet égoïsme antinational, « au lieu d'entrer dans l'avenir à reculons, le patronat peut choisir une autre voie : celle qui s'appuie sur l'accroissement des droits et des responsabilités des travailleurs, sur l'amélioration de la qualification des salariés et de la qualité des produits

comme moyen premier de la compétitivité, sur la mise au point de nouvelles filières de production, sur une planification décentralisée et contractuelle traçant les voies de la société à moyen terme ».

En quoi les travailleurs peuvent-ils trouver leur compte à fournir cette aide pour la compétitivité du capitalisme français ? Maire ne le dit pas. Pas plus qu'il n'a l'air de savoir qu'il défend ainsi la collaboration de classes avec les dirigeants de la quatrième puissance impérialiste.

Pierre Rème

POUR DES LISTES REVOLUTIONNAIRES UNITAIRES AUX MUNICIPALES

LA bataille des municipales est engagée. La droite, déjà, fourbit ses armes avec la ferme intention de se servir des élections de mars 1983 pour hâter son retour au pouvoir. Désarçonnée en mai 1981, elle a lourdement mordu la poussière aux législatives de juin : elle compte bien aujourd'hui se remettre en selle. Tandis que Giscard et Barre préparent sans vergogne leur rentrée, Chirac, qui entend s'affirmer comme patron de l'opposition, annonce, péremptoire, que les jours de la majorité sont bel et bien comptés. Deux ans, tout au plus, lui accorde-t-il avant d'être contrainte à tirer un bilan de faillite et de céder la place, bon gré, mal gré.

A coup sûr, même si les élections municipales n'ont pas la même importance que des élections législatives ou présidentielle, elles constituent un enjeu politique central. C'était déjà vrai en mai 1977 où la droite avait subi une défaite sans appel, le PC et le PS l'emportant dans 70 % des villes



de plus de 30 000 habitants. Seule la division forcenée entre le PC et le PS et dans le mouvement syndical, après l'éclatement de l'Union de la gauche, empêchait que cette victoire se prolonge aux législatives de 1978.

La droite se sent d'autant plus encouragée dans sa contre-offensive politique que les partis de la majorité s'engagent dans la bataille à reculons. Loin de répondre résolument aux aspirations des travailleurs qui les ont élus en 1981 et de les mobiliser massivement contre leurs adversaires, le PC et le PS multiplient les concessions et les cadeaux au patronat, s'en prennent au pouvoir d'achat des travailleurs, engendrent le découragement, l'éccœurnement et la démoralisation.

La politique du gouvernement va à l'encontre de la volonté de changement des travailleurs. Elle fait le lit de la droite. Le budget 1983, accueilli avec soulagement par les adversaires du gouvernement, fait de la politique d'austérité engagée en juin dernier la règle pour au moins 18 mois. Mauroy vient de le dire ouvertement.

La crise, c'est vrai, frappe la France tout comme les autres pays capitalistes. La « rigueur » prônée

par le gouvernement pour « sortir de la crise » n'est qu'un leurre. Et parler de rigueur ou d'assainissement n'y change rien : au-delà des mots, c'est bien d'austérité pour les travailleurs qu'il s'agit. A la fiction du blocage des prix répond le blocage bien réel des salaires et des revenus de la grande majorité des travailleurs ; et la politique de « restructuration industrielle », de modernisation de l'appareil de production, dont on fait des gorges chaudes, ce n'est rien d'autre, dans la société actuelle, que la concentration du capital, l'accumulation de surprofits, l'élimination des « canards boiteux », avec leur cortège de fermetures d'entreprises et de licenciements.

Il n'y a pas de troisième voie pour sortir de la crise. L'alternative, c'est soit multiplier les cadeaux aux patrons pour leur garantir des profits confortables, les encourager ainsi à investir et faire supporter la crise aux travailleurs. Soit répondre à la volonté de changement des travailleurs, prendre l'argent là où il est en s'attaquant aux profits capitalistes et réorganiser l'ensemble de la production, non pas en fonction de la logique aveugle de l'accumulation du capital, mais pour la satisfaction des besoins sociaux.

Pour sortir de la crise, il faut rompre avec le capitalisme. Cette exigence, il importe qu'une force l'affirme résolument dans les batailles politiques qui s'annoncent. **Une force unitaire, résolue, qui clame : pour empêcher le retour en force des battus du 10 mai, il faut gouverner contre les capitalistes et répondre aux aspirations des travailleurs.**

C'est pourquoi la LCR s'adresse, en premier lieu, à **Lutte ouvrière et au Parti communiste internationaliste**. L'enjeu de la situation est suffisamment important pour que nous nous efforcions d'y apporter une réponse commune. Il ne s'agit pas d'effacer nos désaccords politiques, ni de minimiser leur importance, mais de les juger au regard de la situation de notre responsabilité comme organisations révolutionnaires. La LCR pense qu'un accord peut se faire, dans la clarté politique, et elle ne ménagera pas ses efforts pour y parvenir.

C'est aussi pourquoi la LCR appelle tous les militants, tous les travailleurs et les jeunes, convaincus de la justesse et de la nécessité de cette bataille, à y prendre toute leur place. Toutes celles, tous ceux qui sont engagés aujourd'hui dans la lutte contre l'exploitation capitaliste, qui agissent en solidarité avec les peuples écrasés par l'impérialisme, au Salvador ou au Liban, avec les travailleurs polonais qui secouent le joug bureaucratique, tous doivent trouver leur place dans cette bataille.

Elle ne prendra toute sa force que si elle peut réaliser cette unité sur une base politique claire. Elle ne permet pas l'ambiguïté par rapport au gouvernement : nous ne pouvons, en aucune façon, cautionner sa politique, même en se voulant critique de gauche, comme le fait aujourd'hui le PSU, tout prêt à prendre sa place dans la majorité gouvernementale. Elle exige aussi que nous sachions convaincre la masse des travailleurs qui se reconnaissent dans le PC et le PS que nous sommes bien les adversaires les plus résolus de la droite et qu'ils nous trouveront à leurs côtés pour assurer sa défaite, dans les luttes comme lors des élections.

La LCR s'engage, dès à présent, dans cette bataille, dont l'enjeu va bien au-delà d'une échéance électorale : c'est la lutte pour le socialisme, pour le pouvoir aux travailleurs.



AVORTEMENT REMBOURSE

«UNE MESURE DE JUSTICE SOCIALE ELEMENTAIRE»

LORS de la « légalisation » définitive de l'avortement, fin 1979, le cadre étroit de la loi figeait un nombre important de limitations au droit des femmes à avorter.

Parmi celles-ci, la non-prise en charge de l'intervention par la Sécurité sociale maintenait de fait une discrimination par l'argent. Ainsi le coût d'un avortement (dans les 800 F dans le secteur public et pouvant atteindre 2 000 F et plus dans les cliniques privées) constitue un réel obstacle financier qui pénalise les femmes les plus défavorisées. Et le Planning familial fait état d'un nombre important de femmes qui se trouvent de ce fait obligées d'avorter « hors la loi » pour ne pas avoir pu réunir à temps la somme nécessaire. Sept ans après la « légalisation » de l'avortement, des femmes se trouvent encore contraintes à avoir recours à des avortements clandestins dans les plus mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité.

Aussi, l'annonce du remboursement par la Sécurité sociale pour septembre 1982, s'il ne réglait pas les problèmes rencontrés par les mineures, les étrangères et les femmes ayant dépassé les délais prévus par la loi, venait mettre fin à une des discriminations les plus flagrantes contenues dans la loi. « C'est une mesure de justice sociale élémentaire », s'accordaient à dire les diverses organisations du mouvement ouvrier et du Mouvement des femmes.

Aujourd'hui, cette mesure élémentaire est remise en cause par le gouvernement lui-même. Le report sine die du remboursement intervient alors que s'accroît un déséquilibre entre secteur public et secteur privé. Les hôpitaux répondant de moins en moins à la demande, les femmes sont dirigées vers les cliniques privées, lesquelles profitent évidemment honteusement de cette situation (les paiements en espèces, de la main à la main, avec « suppléments » ne sont pas rares).

Pour l'année 1980, l'INED (Institut national d'études démographiques) et le MFPF évaluent à

250 000 le nombre d'avortements. Par ailleurs, pour cette même année, le ministère de la Santé dénombrait 107 000 IVG pratiquées dans le secteur public pour 62 000 dans les établissements privés. Si l'on regarde ces chiffres, il reste quelque 100 000 avortements non officiellement déclarés, dont une partie sûrement non négligeable vient augmenter le chiffre des avortements faits dans les cliniques privées.

Un trafic financier

Dans un communiqué, lors de la conférence de presse unitaire faite à Paris le 17 mai, après la manifestation de la droite contre l'avortement, le MFPF dénonçait cette situation, chiffres à l'appui. « Les centres d'IVG, créés au moment du vote de la loi provisoire, pour pallier la mauvaise volonté de certains chefs de service gynéco-obstétrique, ferment les uns après les autres pour être justement récupérés par ces mêmes patrons, souvent opposés à l'IVG : le CIVG de Tours (Indre-et-Loire), l'Hôtel-Dieu de Lyon (Rhône), le CIVG du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), le CIVG de Meaux (Seine-et-Marne).

L'hôpital Rothschild à Paris réduit son nombre d'IVG pratiquées par semaine, et à Strasbourg, le chef de service de la maternité arrête les IVG à partir du 18 mai ; tous deux invoquent le manque de moyens financiers. Tous ces hôpitaux donnent aux femmes l'adresse du Planning ou orientent vers les cliniques privées.

Actuellement en région parisienne, sur 100 femmes demandant une IVG, 15 seulement pourront avoir une IVG à l'hôpital, et ce jusqu'à 8 semaines de grossesse, alors que la loi prévoit 10 semaines. La non-réponse ou la réponse très insuffisante des services publics amène le secteur privé à répondre de façon plus importante. Et les femmes restent soumises à l'arbitraire de pratiques médicales quelquefois peu satisfaisantes, et du trafic financier.

(...) L'association du MFPF

de Paris continue à envoyer 35 femmes par semaine environ dans les cliniques anglaises. »

Dans ce contexte, la décision du report du remboursement apparaît comme un net recul par rapport au droit des femmes d'avorter. En prenant cette décision, le gouvernement laisse la porte ouverte à la fraude fiscale et au « commerce » scandaleux dont l'avortement est l'objet dans le secteur privé. Alors que le remboursement par la Sécurité sociale, et donc l'homologation des tarifs et l'obligation de déclarer les interventions, pourrait mettre un terme à cette situation.

Mais cette mesure devrait s'accompagner également de créations de centres d'IVG dans tous les hôpitaux, ce qui n'est pas encore le cas, avec un nombre de prises en charge suffisantes pour répondre à la demande, ainsi que de centres légers dans les quartiers où pourraient se pratiquer, dans certains délais, des avortements par aspiration qui ne nécessitent pas une hospitalisation.

C'est évidemment là une conception différente de la santé que celle qui est pratiquée aujourd'hui, qui aurait le mérite de répondre aux besoins des femmes tout en limitant les possibilités de trafic financier et les manœuvres des chefs des services de gynécologie-obstétrique dans les hôpitaux.

Ce n'est pas le chemin que prend aujourd'hui le gouvernement en reportant le remboursement aux calendes grecques et en annonçant un budget d'austérité pour le secteur public de la santé pour 1983.

L'enjeu est important pour les femmes et l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est pourquoi il est décisif que dès à présent toutes les forces du Mouvement des femmes et du mouvement ouvrier se mobilisent de manière unitaire pour que la manifestation nationale du 23 octobre soit une réussite et pour obliger le gouvernement à revenir immédiatement sur sa décision.

Sonia Folloni

► DU PLAN REAGAN AU SOMMET DE FÈS

ANCEE dès la phase initiale de l'évacuation de Beyrouth par les combattants palestiniens, l'offensive diplomatique des Etats-Unis pour tenter d'imposer une « paix américaine » au Proche-Orient dans la foulée de la guerre israélienne s'accélère et se précise. (voir Rouge n° 1028, « Après la guerre israélienne, la paix américaine ? »). Car, dans cette perspective, le temps presse pour Washington. Sur le terrain, d'abord. L'armée israélienne tarde à se retirer des quartiers périphériques de la capitale libanaise comme le stipulaient les accords négociés par Philip Habib. Dans la plaine de la Bekaa, troupes sionistes et troupes syriennes campent toujours face à face, installées dans un cessez-le-feu des plus précaires. La seule prolongation de cette situation réduit considérablement la marge de manœuvre — et donc la crédibilité — de Bechir Gemayel, l'homme qu'ils ont fait « élire » président de la République libanaise et qui doit prendre officiellement ses fonctions d'ici la fin du mois.

Le temps presse également au plan international. Si l'Union soviétique a abandonné les résistants palestiniens à leur sort durant la bataille de Beyrouth, il est douteux qu'elle se cantonne encore longtemps dans une totale passivité à l'égard d'une zone stratégiquement décisive pour elle aussi. La guerre entre l'Irak et l'Iran se poursuit et menace chaque jour un peu plus d'embraser l'ensemble du golfe Persique. En l'état actuel des choses, un tel développement ouvrirait la voie à une situation régionale incontrôlable et balayerait les « acquis », pour l'impérialisme, de la guerre israélienne. Enfin, une échéance — et non des moindres — pour la mise en œuvre de la stratégie impérialiste est le « sommet arabe » réuni depuis le 6 septembre à Fès (Maroc) auquel sont représentés vingt pays, dont quatorze par leurs chefs-d'Etat, souverains ou présidents. Ce n'est donc pas par simple coïncidence que Reagan a fait connaître les grandes lignes de son prétendu « plan de paix » le jour même où était confirmée la tenue de ce « sommet »... Un « plan » présenté comme une « initiative nouvelle et importante ».

Les propositions de Reagan

Le président américain, dans l'énoncé de ce qu'il a appelé « les principes qui fondent la politique américaine », n'a fait que prendre en compte en « réalpoliticien » deux le-

çons évidentes de l'invasion du Liban par Israël et de la « bataille de Beyrouth ». D'une part, la défaite militaire des résistants et de l'OLP « n'a pas diminué l'aspiration du peuple palestinien à une juste solution de ses revendications ». D'autre part, la réaffirmation de la supériorité militaire israélienne « ne peut, à elle seule, apporter une paix juste et durable, ni à Israël ni à ses voi-



L'hôte et le président du sommet de Fès.

sins ». Il est donc nécessaire, selon lui, d'ouvrir des négociations avec la volonté d'aboutir à des solutions qui « concilient les inquiétudes légitimes d'Israël quant à sa sécurité et les droits légitimes des Palestiniens ».

Le contenu véritable de ces « principes généraux » apparaît dès lors que leur traduction pratique est envisagée. Il apparaît dans l'ordre des priorités que se fixe le chef de l'exécutif américain : d'abord la « stabilisation » (impérialiste, bien sûr !) de la région ; ensuite la sécurité d'Israël et, enfin seulement, la « solution du problème palestinien ». Mais il apparaît surtout lorsqu'il explicite sa conception de cette « troisième priorité ».

A aucun moment l'exercice du droit à l'autodétermination n'est reconnu pour le peuple de Palestine. A aucun moment la perspective de la création d'un Etat palestinien — quel

qu'il soit — n'est évoquée. Quant à une reconnaissance formelle de l'OLP comme organisation représentative de la résistance, elle est explicitement rejetée... Ce qui est par contre proposé est une sorte d'autonomie progressive et aux contours flous de la Cisjordanie et de Gaza actuellement occupés par l'armée sioniste. « Autonomie » définie comme un « autogouvernement des ha-

Camp David, la mise en place de ce mystérieux « autogouvernement » en Cisjordanie et à Gaza ne pourrait être que l'aboutissement d'un processus s'étendant sur plusieurs années. Cinq au minimum !

Les premières réactions de l'OLP, qui avait rejeté en son temps le plan Fahd, ne pouvaient être que négatives. « Le plan Reagan est pire que

tion avec les plans d'annexion de Begin et Sharon.

Le sommet de Fès

Rien n'a jusqu'à présent filtré du huis-clos de Fès. Mais, bien qu'elles ne figurent pas officiellement à l'ordre du jour, il est certain que les propositions de Reagan seront au centre des discussions. Les hommages hypocrites et récupérateurs rendus à la délégation palestinienne « couverte de gloire » (selon les propres termes de Hassan II) venaient à peine d'être rendus par ceux-là même qui ont gardé le silence durant l'offensive israélienne que le souverain chérifien annonçait la couleur.

Il invitait fermement les dirigeants de l'OLP à participer au sommet de façon « constructive et efficace ». Faisant suite aux jugements positifs sur le plan Reagan déjà portés par la plupart des porte-parole des participants au « sommet », un tel appel est dénué d'ambiguïté.

Les représentants des bourgeoisies arabes se sont bien réunis à la hâte pour — profitant de l'affaiblissement organisationnel de l'OLP — faire accepter à ses dirigeants, sinon les termes et les modalités exactes du « plan Reagan », du moins le principe d'une solution négociée à partir de bases compatibles avec celles définies par le président américain.

Immédiatement après l'épreuve militaire de Beyrouth, c'est bien à une nouvelle épreuve, politique et diplomatique celle-là, à laquelle est soumise l'OLP à Fès. Une épreuve voulue par l'impérialisme et dont les forces réactionnaires arabes se font l'instrument.

Renoncer en pratique à ce qui est l'axe même de la lutte du peuple palestinien, le droit à l'autodétermination, le droit à gérer ses propres affaires, voilà ce qu'en substance elles demandent à la résistance palestinienne. La marge de manœuvre de la direction de l'OLP, malgré le prestige acquis grâce au sang des combattants de Beyrouth, est cette fois encore, des plus étroites. D'autant plus qu'elle exclut a priori toute révision stratégique impliquant une rupture avec les bourgeoisies arabes, malgré leurs trahisons ouvertes et répétées de la cause palestinienne.

Interrogé à ce propos la semaine dernière, sur le navire qui l'emmenait vers son nouvel exil, Yasser Arafat a répondu on ne peut plus clairement en citant un poète arabe : « Mon pays, même s'il m'opprime, me reste cher. Et mes parents, même s'ils se montrent avarés, me restent généreux. »

Jean. Pierre Beauvais

bitants de ces territoires » et ce, sous l'autorité de Hussein, le petit roi de Jordanie... Le même qui, en septembre 1971, a ordonné le massacre des résistants Palestiniens qui campaient à l'intérieur des frontières de son royaume.

En deçà du « plan Fahd »

L'initiative soi-disant « nouvelle et importante » de l'impérialisme est, dans son contenu, en retrait sur le « plan Fahd » avancé l'an dernier par son alliée fidèle, la monarchie saoudienne : il prévoyait explicitement la création d'un Etat palestinien dans les territoires occupés, même si, dans les faits, il n'aurait pu s'agir que d'un Etat-croupion.

De plus, dans la mesure où Reagan s'est clairement situé dans le cadre défini par les accords de

les accords de Camp David car son objectif est de mener à bien la destruction de l'OLP », aurait déclaré Yasser Arafat lors de son escale à Athènes, tandis que Nayef Hawatmeh et Georges Habbache condamnaient en bloc ces propositions américaines. M. Kaddoumi, le responsable des Relations internationales de l'organisation palestinienne, nuancait cependant : « Le plan américain comporte quelques aspects positifs qui doivent être envisagés avec intérêt. »

Ces « aspects positifs » sont pourtant bien minces. Ce ne sont que quelques avantages tactiques immédiats. Comme le gel des implantations de colons israéliens dans les territoires occupés ou l'association de la population arabe de Jérusalem-Est au « processus devant mener à l'autogouvernement » qui entrent pratiquement en contradic-

MITTERRAND A ATHENES:

► LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

ALORS que le Fonds monétaire international (FMI) s'inquiète de l'ampleur de la dette extérieure de nombreux pays, on aurait pu attendre de la récente visite de François Mitterrand à Athènes qu'elle concrétise les propos généreux tenus en maintes occasions par les responsables de notre diplomatie. La Grèce est en effet un pays encore largement sous-développé. 93 % de son secteur industriel sont constitués par de petites entreprises. Plus d'un cinquième des actifs de ses cent premières sociétés dépend du capital étranger. La dette extérieure du pays atteignait en 1981 5,6 milliards de dollars.

La France qui, comme la Grèce, a donné la majorité absolue aux socialistes, est bien placée pour contribuer au développement économique de son partenaire en rééquilibrant les relations commerciales. Elle est, après les Etats-Unis, le second investisseur étranger dans ce pays. Sa balance commerciale est, dans ce secteur, particulièrement excédentaire : 3,4 milliards de francs d'exportations françaises contre 1,4 milliards d'exportations grecques au

cours des six premiers mois de cette année. Nos multinationales réalisent des profits plus qu'appréciables. Aluminium de Grèce, filiale de Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK, société nationalisée depuis un an) réalisait ainsi en 1980 un bénéfice de 214 millions de francs.

Dès son arrivée, le président de la République affirmait vouloir « donner une nouvelle dimension au dialogue confiant et permanent » avec le cabinet d'Andreas Papandreou. Le gouvernement français allait-il réparer les conséquences du pillage éhonté des richesses de la Grèce par l'impérialisme français ? Allait-il par exemple permettre à Athènes de récupérer le contrôle des secteurs clés de son économie en lui rétrocédant ses avoirs industriels ? Nullement.

Tout au contraire, Mitterrand s'est comporté en représentant zélé des secteurs de pointe du capitalisme français. On sait qu'un consortium comprenant la SOFRETU (filiale de la RATP) s'intéresse à la construction du métro d'Athènes. De même, un groupement européen ayant pour chef de file SPIE-Batignolles souhaite travailler au projet d'électrification



Andreas Papandreou, François Mitterrand et Jack Lang.

de la ligne de chemin de fer qui relie la capitale grecque à la frontière yougoslave.

Atout majeur du grand capital français, l'industrie d'armement n'a pas été oubliée. Les autorités grecques ont établi un plan de modernisation de leur potentiel militaire qui prendra effet à partir de 1983 et concernera notamment l'aviation et

les missiles anti-aériens. Nul doute que le chef de l'Etat aura su faire valoir les mérites des Mirage 2000 et autres engins supersoniques. Quand on sait que les crédits affectés à la défense de la Grèce ont été quintuplés sur une décennie, on se rend compte qu'il y a là un marché tout à fait prometteur pour la firme Dassault.

On nous rétorquera que le développement d'accords commerciaux est vital pour éviter une brusque accentuation du chômage en France. L'an n'est pas la question. Car c'est bel et bien sur les mêmes bases qu'auparavant que la délégation française s'est située. N'est-elle pas allée jusqu'à proposer la conclusion d'un contrat du même type que ceux déjà signés avec le Mexique et l'Inde ? Ceux-ci consistent à permettre aux entreprises françaises de fabriquer dans ces pays qui exportent ensuite vers des tiers. Une telle proposition revient à mettre la Grèce en situation de « tête de pont » de notre industrie en direction de zones dont la demande s'accroît rapidement, en l'occurrence le Proche-Orient.

En un mot, il s'agit de permettre aux capitalistes français de profiter de conditions exceptionnellement favorables d'exploitation de la force de travail — en Grèce, les salaires sont de 30 à 40 % inférieurs au reste de l'Europe occidentale —, d'avantages fiscaux et du prix très bas des matières premières.

Christian Picquet

POLOGNE

APRES LES MOBILISATIONS DU 31 AOÛT, QUELLE PERSPECTIVE POUR SOLIDARITE ?

Au fil des jours, les bribes d'information qui nous parviennent confirment l'ampleur des affrontements qui ont eu lieu le 31 août dans plus de cinquante villes polonaises. Le chiffre de 250 000 manifestants est aujourd'hui avancé. C'est énorme si l'on pense à l'appareil policier mis en place, à la présence des tanks et des mitraillettes. Les gens sont pourtant descendus dans la rue — parfois la peur au ventre — conscients que les ZOMOS pouvaient tirer. Et ils ont tiré. Cinq morts pour le moins. Probablement beaucoup plus vu le nombre de blessés graves qui sont encore aujourd'hui entre vie et mort et le peu de circulation des informations.

La colère des masses devant les assassinats froidement perpétrés par la milice s'est traduite par la poursuite des affrontements trois jours durant dans la petite ville minière de Lubin au sud-ouest du pays, où l'on compte trois victimes — la rumeur dit huit... Des milliers de mineurs ont participé spontanément à une manifestation à Jastrzebie le 3 septembre pour célébrer la signature des accords dans cette même ville deux ans plus tôt. Sans incidents dit-on, mais la ville a été isolée du reste du pays par les forces armées. Des grèves ont éclaté en plusieurs endroits quand les ouvriers ont appris la mort de leurs camarades, et l'on ne saurait exclure la reprise d'affrontements à court terme vu la tension qui règne dans tout le pays.

La société clandestine doit créer, par les pressions exercées sur le pouvoir, des conditions favorisant l'entente sociale; en même temps, la société clandestine doit progressivement conquérir les positions qui lui permettront d'élargir les droits sociaux et politiques. Le mouvement de la société clandestine

devra être décentralisé. »

Cet extrait du projet de déclaration-programme, publié par la coordination nationale provisoire de Solidarité (TKK) fin juillet, indique bien que le courant modéré l'a emporté parmi ceux qui, quelques semaines auparavant, lançaient un appel à se préparer à un affrontement prévisible avec le pouvoir. Recul d'autant plus

marqué qu'il n'est pas fait une seule fois mention de la grève générale dans tout le texte. Dans son essence, cette déclaration rejoint les positions du courant hostile à la grève générale dont la voix — celle d'intellectuels principalement — s'est largement fait entendre dans la presse clandestine récente.

« Nous devons vaincre le mythe du "grand coup" et du "contrat social", nous débarrasser de l'illusion qu'on peut répéter août 1980 et d'un seul coup forcer le pouvoir à signer un nouvel accord. Il suffit de se rendre compte que même une grève générale bien préparée, menée en même temps qu'une défense active des entreprises, ne pourra pas changer profondément ce qui s'est passé le 13 décembre. Il y aura seulement plus de victimes, la ZOMO aura

des doutes sur la tactique des « petits pas » ? Sera-t-il d'accord avec la tonalité plus que défaitiste de l'interview de S. Blumsztajn parue le 4 septembre dans *Libération* ? Ce responsable de Solidarité en France y affirme en effet que Solidarité a perdu le contrôle de la situation, il parle de « cul-de-sac » et se dit « extrêmement inquiet » sans pour autant avancer la moindre perspective en positif, fût-ce dans la voie de la modération.

Or, tout permet de penser que l'exaspération des travailleurs et la radicalisation des masses ne feront que croître dans les semaines à venir. Parce que la situation économique empire — le gouvernement s'avoue incapable de rembourser les intérêts de sa dette aux banques occidentales cette année; le travailleur, lui, constate qu'un pa-

désarmer les travailleurs en dispersant leurs initiatives: la bureaucratie, elle, maintient son contrôle sur l'appareil administratif et répressif de l'Etat. La seule arme qui lui reste, après le 31 août c'est l'usage de la force. La menace de délégalisation de Solidarité revient à l'avant-scène et de sélective qu'elle était, la répression pourrait bien devenir massive si le syndicat ne fait pas sentir sa force collective à la clique des militaires. Témoin les arrestations à la veille du 31 août qui ont été extrêmement nombreuses. Souvent, comme dans la petite ville d'Ostrowiec, elles se sont traduites par des procès bâclés condamnant les militants qui avaient distribué des tracts d'appel à la manifestation à des peines allant de une à quatre années de prison.

L'absence de perspectives concrètes pour la mobilisation ne pourra qu'accroître les divergences politiques au sein de Solidarité, sans parler des cassures organisationnelles qui ont commencé à se produire dans certaines villes. A Wrocław, des militants, impatients d'en découdre avec le pouvoir et peu préoccupés par le problème de l'unité du mouvement, ont quitté de fait les rangs de Solidarité, emportant avec eux une partie de l'appareil technique du syndicat. Ce regroupement — « Solidarité combattante » — met tout l'accent sur les combats de rue par opposition au travail dans les entreprises. Son impact indéniable chez nombre de jeunes travailleurs ne pourra qu'accroître la désorientation des militants si la direction nationale du syndicat s'avère incapable de répondre aux tâches de l'heure. Car, comme l'affirme un militant: « Il n'y a pas de formule d'entente pacifique. Puisque le compromis ne peut reposer sur nos propres concessions, vu que nous n'avons rien à concéder, il faut qu'il repose sur des concessions de la part du WRON. Or, il faut bien se dire que nous devons les lui arracher, et que l'accord que nous signerons ne sera pas une entente nationale, mais un simple armistice entre le peuple et un pouvoir étranger qui lui est hostile. »

Ce à quoi Andrzej Gwiazda, dans un message passé clandestinement de la prison de Bialoleka, renchérit: « La formule "un compromis jusqu'aux limites du possible" est dangereusement équivoque. Est-ce à dire la capitulation ? Les emprisonnés veulent certes quitter les camps, mais pas à n'importe quel prix. Il y a une limite au compromis au-delà de laquelle l'indépendance devient fiction, où toute possibilité d'actions se limite aux pique-niques et au partage des primes. Si nous signons un "compromis pourri", nous renonçons au combat. »

Jacqueline Allio



Premières manifestations à Varsovie, le 31 août.

plus de travail à faire. (...) La grève générale ne peut être gagnée, même avec l'appui de la majorité des entreprises. »

A quoi le courant radical animé par Z. Romaszewski (arrêté voici peu) et par W. Frasyniuk répond à juste titre que ce n'est pas l'arme de la grève générale qui a failli le 13 décembre, mais l'incapacité de la direction de Solidarité à préparer l'affrontement (voir encadré). Ce courant-là fait écho aux nombreuses voix ouvrières qui se sont exprimées dans les bulletins du syndicat depuis le début de l'année.

« La grève générale semble le moyen de lutte le plus efficace, à condition d'être méticuleusement organisée: forme de grève particulière pour chaque usine, chaque entreprise, chaque institution. Même si les préparatifs prennent un mois, le travail sera payant. On devrait mettre sur pied, à travers l'Eglise, un réseau de distribution de vivres et de médicaments, pour que les gens n'aient pas le sentiment d'être à la merci des généraux. (...) Et pour finir, il est urgent de faire de la propagande dans l'armée et dans la police », affirme dans un bulletin récent un ouvrier qui signe « le syndicaliste ».

Aura-t-il changé d'avis après le 31 août, alors que de nombreux militants du courant modéré commencent à exprimer

quet de café coûte 1150 zlotys alors qu'il en gagne 7000 en moyenne et que le coût de la vie a augmenté de 104 % en six mois (certains prix grimant de 400 % !). Le porte-parole du gouvernement, Jerzy Urban, a d'ailleurs reconnu « que l'une des raisons de la situation — entendez: les manifestations du 31 — était à rechercher dans la baisse des revenus réels ». Et en outre, plus personne ne croit aux promesses de la junte sur la levée de l'état de guerre, après la vague de répression qui a sévi le 31 août.

« Il n'y a pas de formule d'entente pacifique »

Face à cela, les propositions d'actions graduées et de décentralisation du mouvement mises en avant dans la déclaration de la TKK apparaissent bien dérisoires. Certains responsables de la presse clandestine affirment au contraire: « Jusqu'ici, l'organisation de l'activité dans les régions était fortement décentralisée (...) Mais la tendance à la centralisation des régions se renforce, de même que la mise en place, à ce niveau, d'une organisation de cadres. » Ne pas aller dans ce sens-là pour préparer la classe ouvrière à l'affrontement inéluctable avec le pouvoir ne peut que

A QUI SERT L'ATTAQUE DE L'AMBASSADE DE POLOGNE

L'ambassade de Pologne en Suisse a été occupée par un commando — l'Armée des patriotes polonais — qui détient une dizaine d'otages et menace de tout faire sauter si le gouvernement de Jaruzelski ne cède pas immédiatement à ses exigences: levée de l'état de guerre, libération de tous les prisonniers politiques, arrêt de la répression.

C'est là un « appui » dont Solidarité se serait bien passé. Les représentants du syndicat en exil se sont immédiatement dissociés de cette initiative, certains d'entre eux n'excluant pas l'hypothèse d'une provocation.

Quelles que soient les intentions du groupe en question, c'est d'ailleurs bien le résultat de cette opération qui se retourne en son contraire. La presse polonaise accuse Solidarité « d'avoir eu recours à la piraterie en dehors des frontières du pays » par dépit de la faible ampleur des manifestations du 31 août...

Trybuna Ludu n'hésite pas à affirmer que « la même orientation est défendue par une partie de l'opposition clandestine en

Pologne même ». Et de faire l'amalgame avec les militants du KOR, justifiant ainsi la répression qui vient de toucher quatre de ses dirigeants.

Une fois de plus, ce type de violence apparaît pour ce qu'elle est: non seulement inopérante, mais contre-productive. Elle sert les objectifs de l'ennemi auquel elle s'attaque et non ceux du mouvement de masse.

Si les membres du commando veulent se battre et s'affronter à la junte militaire, qu'ils le fassent aux côtés des travailleurs descendus massivement dans la rue le 31 août face aux tanks et aux mitraillettes! Qu'ils s'insèrent dans les milices ouvrières pour défendre les entreprises contre les assauts des forces armées le jour où les ouvriers polonais décideront d'engager l'épreuve de force!

L'action terroriste d'un petit groupe ne saurait ébranler véritablement la junte militaire en place. Seule la détermination collective des masses pourra mettre fin au pouvoir bureaucratique en Pologne et dans les autres pays de l'Est.



Le 31 août à Varsovie : les zomos chargent les manifestants.

POLOGNE

4 000 ARRESTATIONS, INCULPATION DES DIRIGEANTS DU KOR

A PRES les cinq morts, les centaines de blessés et les quatre mille arrestations des manifestations du 31 août, la junte militaire du général Jaruzelski a ordonné le transfert en prison de quatre des dirigeants du KOR parmi les plus connus qui se trouvent internés depuis décembre dernier : Jacek Kuron, Adam Michnik, Jan Litynski et Henryk Wujek.

Accusés de « préparatifs visant à renverser par la force le régime de la Pologne populaire », les militants du KOR font une fois de plus figure de boucs émissaires. De l'ex-KOR, faut-il plutôt dire, puisque cette organisation s'était autodissoute au moment du 1^{er} Congrès de Solidarité, en septembre 1981, estimant que son rôle était terminé.

Cette tactique de répression sélective à l'égard de militants connus qui ne font pas partie de la direction élue de Solidarité en dit long sur les difficultés du pouvoir : après l'échec cuisant qu'a représenté le 31 août pour la bureaucratie, incapable d'empêcher des mobilisations massives dans tout le pays, les autorités préfèrent s'en prendre au KOR plutôt qu'au syndicat lui-même, de peur de déclencher une explosion qu'elles se savent incapables de maîtriser.

Par ailleurs, c'est une tentative — une de plus — de diviser le mouvement entre ouvriers et intellectuels en présentant Kuron et ses camarades comme les responsables de la répression actuelle et de la prolongation de l'état de guerre, dans l'espoir de

se concilier une partie de la base ouvrière.

Mais les ouvriers polonais ont montré à plus d'une reprise qu'ils attachaient une importance majeure à l'unité du mouvement et qu'ils n'étaient pas dupes de ces manœuvres. En mars 1981, Kuron venait de faire l'objet de critiques très dures de la part de nombreux travailleurs pour les positions conciliatrices qu'il défendait alors et ses interventions contre le déclenchement de la grève générale après la provocation de Bydgoszcz ; mais ces mêmes ouvriers n'hésitaient pas à se mobiliser massivement pour sa défense et celle de Michnik, soumis à un contrôle quotidien de la police après avoir été arrêtés.

Aujourd'hui aussi, de nombreux ouvriers sont loin de se montrer tendres à l'égard du KOR. « La conception du KOR concernant le renforcement progressif du contrôle de la société sur le pouvoir — conception de compromis bilatéraux, à petits pas, conception de l'autolimitation de la révolution — s'est malheureusement avérée impossible dans les faits », affirme l'un d'eux dans un bulletin clandestin. Pour lui, qui se dit convaincu que « l'entente est impossible, seule la force pouvant répondre à la force », il est évident que « la propagande du parti présentant le KOR comme un groupe d'extrémistes aspirant au pouvoir est un pur mensonge ».

Cela ne l'empêchera certainement pas de se joindre à la lut-

te contre la répression particulièrement dure qui touche les dirigeants de l'ex-KOR aujourd'hui. La classe ouvrière polonaise saura trouver une fois de plus les moyens de dénoncer la farce qui consiste à accuser de « conspiration » un groupe qui n'existe plus depuis un an et à « arrêter » des militants enfermés depuis neuf mois dans un camp d'internement entouré de barbelés. Avec, à la clef, des menaces allant de cinq ans de prison à la peine capitale.

Mais la répression touchant les militants du KOR ne saurait nous faire oublier les quatre mille militants anonymes arrêtés le 31 août et les jours suivants, qui risquent des peines de plusieurs années de prison.

Elle ne saurait non plus nous faire oublier le sort des centaines de militants et de dirigeants qui, pour avoir participé à des grèves ou à des manifestations après le 13 décembre, ont déjà été condamnés. Tels le président et le vice-président de Solidarité de la région de Lodz, Slowik et Kropiwnicki, le président de la région de Bielsko-Biala, Kosmowski et le vice-président de la direction nationale du syndicat, Krupinski. C'est en défense de l'ensemble des militants et dirigeants réprimés que nous devons nous mobiliser aujourd'hui, conférant tout leur sens aux mots d'ordre :

- levée de l'Etat de guerre ;
- restauration de toutes les libertés démocratiques et syndicales ;
- libération de Walesa et de tous ses camarades.

J. A.

LA FORME DE LUTTE LA PLUS EFFICACE

« Cette journée a été pour nous une grande victoire morale et a montré au monde que notre foi dans les valeurs de la liberté et de la justice sociale est plus forte que la peur devant un pouvoir aveugle et sans pitié », a déclaré W. Frasyniuk, l'un des principaux dirigeants nationaux de Solidarité clandestine, au lendemain des manifestations du 31 août. « Le combat pour la restauration des libertés civiles dans notre pays continue. Notre tâche la plus urgente est de restaurer les structures actives du syndicat et d'entreprendre tous les préparatifs en vue d'une grève générale éventuelle. »

Au début de l'été, ce même dirigeant affirmait : « Le développement de la situation dans le pays depuis plus d'un an a favorisé la radicalisation des esprits. Décembre n'a rien changé à l'affaire. Sauf la menace du bâton, les autorités n'avaient rien, et n'ont toujours rien à proposer à la société. Mais avant décembre, elles n'ont guère fait usage du bâton, surtout pas à une large échelle. En revanche, elles ont provoqué une série de conflits qui devaient justifier la proclamation de l'état de guerre et l'abolition du fonctionnement des lois, permettant par là même l'utilisation des arguments de force. A savoir la suppression de la liber-

té pour ceux qui cherchaient activement à sortir de la crise. Rien d'étonnant donc à ce que les autorités aient provoqué, provoquent, et continuent à provoquer des conflits et des manifestations de rue. Je suis convaincu que nous ne pouvons pas nous laisser provoquer. Nous ne devons en aucun cas en arriver au point où les autorités soient maîtresses du scénario des événements. Ce qui leur a malheureusement souvent été possible avant décembre. Il ne faut pas que nous en restions là. Nous devons tenir compte de l'affaiblissement de notre base. Que ce soit de manière contrôlée ou non, la haine qui entraîne les manifestations de rue ne peut être un effet de notre action. Août a montré que la forme de lutte la plus efficace de notre syndicat est la grève. Décembre n'a en rien infirmé cette assertion. Certes, nous nous sommes laissés surprendre le 13 décembre dernier, mais cela n'a pas signifié pour autant la faillite de l'arme de la grève. Tout au plus celle de quelques dirigeants. Ceux-là même qui étaient responsables de préparer le syndicat à l'éventualité d'une situation exceptionnelle. Car la défense des entreprises et les moyens de communication à l'échelle nationale et régionale n'étaient pas prêts. »

Le PCF et la Pologne JUSTIFIER L'INJUSTIFIABLE

« Les manifestations et les affrontements qui ont à nouveau secoué la Pologne mardi nous font mal », écrit l'éditorialiste de *Révolution*. « Nous ressentons douloureusement les nouvelles qui nous parviennent de ce pays, surtout après la journée du 31 août. Le sang a coulé en Pologne. Des arrestations ont eu lieu. Nous le déplorons profondément », ajoute Georges Marchais.

Un an après les accords de Gdansk, qui avaient vu l'officialisation d'un compromis entre les « deux parties » en présence, à nouveau les « deux parties » en cause se sont retrouvées face à face. Dans la rue cette fois. D'un côté, la classe ouvrière et l'organisation qu'elle s'est donnée, Solidarité. De l'autre, la bureaucratie et ses chiens d'attaque, les ZOMOS.

Entre l'une et l'autre partie, tout travailleur, tout communiste est appelé à choisir clairement, sans ambiguïté ni hésitation. La direction du PCF et Marchais feignent d'esquiver cette alternative pressante à force de moulinets rhétoriques et de larmes de crocodile.

Les discordances entre l'éditorial de *Révolution* et les articles de *l'Humanité* sont réelles. Côté *Révolution* : sont de mise accents douloureux et pointes critiques en direction du POUP (« l'incapacité du Parti ouvrier polonais à opérer en temps voulu les réformes nécessaires »). Côté Marchais, c'est l'agressivité qui a force d'argument : « Nous n'avons, au regard de la responsabilité et de la solidarité à l'égard du peuple polonais, aucune leçon à recevoir. Et je dirais : surtout pas de la part de ceux qui n'ont rien ou à peu près rien fait pour soutenir et aider les peuples palestinien et libanais, victimes de l'agression israélienne. »

Mais, avec l'un et l'autre, une même volonté autojustificatrice : les militants du PCF n'auraient pas à être partie prenante des actions de solidarité avec la Pologne, la

solidarité avec Solidarnosc ne serait pas leur affaire. Et Marchais de décréter : « Qu'on ne vienne pas nous dire, parce que nous ne nous sommes pas joints à telle ou telle manifestation, que nous ne nous soucions pas du respect des droits de l'homme et du sort du peuple polonais ! »

Et de se revendiquer — pour étayer une telle affirmation — de l'humanisme visqueux de ceux qui, avec le pape, recherchent « l'entente nationale ». Afin d'éviter le pire ! Politique, qui se voudrait du moindre mal, au nom de laquelle la direction du PCF a, hier, applaudi au coup de force de Jaruzelski. Au nom de laquelle, aujourd'hui, elle approuve le programme du même Jaruzelski : « Nous avons apprécié, dit Marchais, la publication mardi dernier d'un programme d'action du gouvernement qui prévoit la levée de l'état d'urgence et une nouvelle étape des efforts engagés pour améliorer la situation économique et sociale et pour rechercher l'entente nationale. »

Ce qui revient, au-delà des formulations alambiquées, à établir le partage entre le gouvernement polonais, crédité d'une prétendue volonté de vouloir « créer les conditions de la levée de l'état d'exception », et ceux qui « jouent la politique du pire ». Et, par voie de conséquence, entre le PCF qui militerait, avec esprit de responsabilité, pour la levée de l'état de siège et ceux qui, sous couvert de solidarité, ne chercheraient qu'à jeter de l'huile sur le feu. En oubliant, bien évidemment, de préciser que, du point de vue de la bureaucratie, les conditions en question sont l'écrasement de la classe ouvrière et de Solidarité !

Reste que quand on assassine et emprisonne les ouvriers polonais, nul ne peut échapper à la question de savoir de quel côté il se situe. Or, restrictions mentales mises à part, la direction du PCF semble bien décidée à soutenir jusqu'au bout Jaruzelski !

F. S.

● 11 septembre... neuf ans après le coup d'Etat au Chili, une prisonnière récemment libérée parle



LA LUTTE DANS LES PRISONS DE PINOCHET

● Quelle est, aujourd'hui, la situation au Chili du point de vue de la répression ?

— Le caractère actuel de la répression est très différent de ce qu'il était au début de la dictature. L'ampleur de la crise économique, avec son cortège de conséquences sociales, est le facteur dominant de la situation. Plus de 25 % de la population en âge de travailler est sans emploi, ce qui veut dire là-bas sans ressources aucunes. La crise politique du régime est, dans ce contexte, chaque fois plus évidente. Il est confronté à une réactivation du mouvement de masse, à des formes de lutte nouvelles qui traduisent un esprit de rébellion, une volonté de combat de couches entières de la population. Réprimer n'est plus, pour Pinochet, écraser tous ceux qui avaient été actifs sous l'Unité populaire. Réprimer, c'est maintenant tenter, de manière parfois désespérée, de briser ce mouvement renaissant. C'est s'affronter à des secteurs de masse qui ont une confiance croissante dans l'issue de leur lutte. L'exemple le plus récent de ce type de répression est l'attaque sauvage, le 26 août dernier, du local central du « Comité de défense du droit des peuples », à Santiago. L'immeuble a été incendié. Douze militants ont été brutalisés puis détenus. L'un d'entre eux, Jorge Pizarro, dirigeant de l'Union nationale des étudiants démocratiques, a, depuis lors, disparu.

● Les arrestations et les disparitions sont toujours nombreuses...

— Depuis le début de 1982, on estime qu'environ cinq cents personnes ont été arrêtées. Mais beaucoup d'autres ont été expulsées du pays. C'est une mesure à laquelle recourt chaque fois plus la dictature. Quant aux disparitions, elle continue. C'est une réalité permanente. Quelqu'un est arrêté. Aucune autorité ne reconnaît cette arrestation. Et quelques semaines, quelques mois, voire quelques années plus tard, un communiqué de l'état-major annonce que cette personne a été tuée dans un affrontement. En pareil cas, les corps sont rarement rendus aux familles...

● Quelle est la situation dans les prisons ?

— Les conditions de détention sont inhumaines. Les locaux, les plus souvent vétustes, sont surpeuplés. L'hygiène est inexistante. Les prisonniers sont en permanence soumis à des vexations, aux persécutions les plus sadiques. Ils sont fréquemment battus. Les droits de visite sont très limités et accordés selon des critères totalement arbitraires.

De plus, il est très fréquent que les visiteurs eux-mêmes soient l'objet d'intimidations, arrêtés et détenus plusieurs jours sans motif aucun. C'est cette situation qui a conduit les prisonniers politiques à tenter de s'organiser, afin que des droits minimum, élémentaires, leur soient reconnus. De là, le surgissement, à travers mille difficultés qui pouvaient apparaître a priori insurmontables, de l'Organisation des prisonniers politiques (Organización de los presos políticos).

● Depuis quand existe cette organisation, comment peut-elle fonctionner dans les conditions que tu décris ?

— Ses premiers activités remontent aux années 1978-79. Il s'agissait d'organiser un front des prisonniers politiques qui leur permette de lutter plus collectivement contre la situation qui leur est faite et pour la défense de leurs droits. Cela passe par la reconnaissance d'un statut spécifique qui n'existe pas actuellement. Il s'agissait aussi de permettre à ces prisonniers d'établir un lien avec le mouvement de masse renaissant. Notamment avec le Comité des droits humains, actif à l'échelle nationale. Depuis lors, cette organisation de prisonniers a multiplié ses activités. Elle a développé des noyaux actifs dans toutes les prisons du pays. Noyaux qui ont réussi à se coordonner afin de mener des actions communes comme la première grève nationale de la faim des prisonniers politiques, en février 1981. Depuis lors, trois autres grèves de la faim et de nombreuses actions ponctuelles ont été réalisées, obligeant la dictature à quelques concessions sur la situation des incarcérés sans pour autant leur reconnaître le statut auquel ils ont droit. La plus récente a eu lieu en décembre 1981, lorsque sept personnes ont été gravement intoxiquées — deux d'entre elles en sont mortes — à la prison centrale de Santiago après avoir dû manger de la nourriture avariée.

● Tu as impulsé la création d'une organisation spécifique de femmes prisonnières politiques...

— Une organisation spécifique dans la mesure où, dans les prisons, les femmes sont confrontées à des problèmes particuliers. Par exemple, les femmes prisonnières sont beaucoup moins nombreuses que les hommes. Leur isolement est beaucoup plus grand. Souvent, ce sont des mères de famille. Il faut donc lutter pour qu'elles aient la possibilité de se réunir avec leurs enfants et, aussi incroyable que cela puisse paraître, pour que les enfants qui vien-

nent rendre visite à leur mère ne soient pas l'objet de sévices comme cela est souvent arrivé. Pour ce qui est des conditions générales de détention, de la lutte pour un statut reconnu, les problèmes sont très semblables à ceux des hommes. C'est pourquoi, lorsque nous avons créé notre organisation le Contingente femenino de presas políticas Marta Ugarte, nous nous sommes d'emblée définies comme une structure totalement partie prenante de l'« Organisation des prisonniers politiques ». Nos initiatives s'intègrent totalement aux siennes.

Ana Luisa Penailillo

Ana Luisa Penailillo est sortie des prisons de Pinochet il y a quelques semaines pour être immédiatement expulsée du pays. De son pays. Depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973 sa vie est celle d'une révolutionnaire qui n'a jamais renoncé à combattre la dictature. Militante du MIR, elle est contrainte à l'exil en 1974. Au bout de quatre années, elle retourne à Santiago. Un an plus tard, en août 1979, elle est arrêtée lors d'un affrontement avec des militaires pour n'être libérée qu'à la fin de juillet dernier. Durant ces années d'incarcération, elle a joué un rôle important pour l'organisation des prisonniers et des prisonnières politiques. Ana Luisa est mère d'une petite fille qui, comme beaucoup d'enfants de militants chiliens, vit à Cuba. Elle ne l'a pas revue depuis cinq ans.

● Quelle peut être l'activité de la solidarité internationale en faveur des prisonniers politiques chiliens ?

— Le soutien à notre lutte pour un statut est importante. Quant à la solidarité matérielle, elle est très utile. Pour les familles, pour leur donner la possibilité de rendre visite à des incarcérés dispersés du nord au sud du pays et qui sont parfois à des milliers de kilomètres de leur foyer. Les campagnes d'envois de lettres ou de cartes postales aux prisonniers sont aussi très efficaces. Après qu'ait été lancée notre organisation, j'ai été, pendant neuf mois, soumise à un régime d'isolement total. Ce sont les cartes postales que j'ai reçues alors de gens pourtant inconnues, qui m'ont aidée à espérer et finalement à survivre.

Propos recueillis par J.-P. Beauvais

COLOMBIE Derrière les bonnes paroles du nouveau président

Il y a un mois, le nouveau président colombien, Belisario Betancourt, proclamait dans son discours d'investiture que « dorénavant le sang ne coulerait plus en Colombie ». « Pas même une goutte », précisait-il... Propos cyniques et imprudents dans un pays où, face à l'ampleur de la crise sociale et politique, les possédants, leur Etat et leur armée recourent chaque fois plus — derrière une façade pseudo-démocratique — à la répression violente, au terrorisme, pour maintenir leur pouvoir.

Quelques jours plus tard, les groupes paramilitaires liés à l'appareil de répression officielle faisaient savoir qu'ils ne se considéraient pas réduits à l'inaction par les bonnes paroles présidentielles. Alors que plusieurs personnalités de la gauche recevaient de nouvelles menaces de mort, un professeur de l'université nationale de Bogota, Alberto Alava Montenegro, était assassiné à proximité du campus. Il est à ce jour la plus récente victime des actions criminelles menées contre des cadres syndicaux et politiques, des dirigeants paysans ou des intellectuels par ces groupes d'extrême droite (le plus connu est le MAS — Mort à ceux qui séquestrent) dont les commanditaires ne sont autres que les responsables de la « sécurité nationale ».

Avant d'assurer que « le sang ne coulerait plus », Belisario Betancourt aurait dû dissoudre ces groupes et réserver à leurs membres le traitement qu'ils méritent : celui de criminels. C'est ce que réclament l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques colombiennes. L'entourage du nouveau président leur a répondu qu'une telle mesure serait « inutile ». Autant dire que, passé le temps de la démagogie caractéristique des débuts de mandat, l'action du MAS, ou de groupes semblables, pourrait retrouver toute son « utilité ». Officieusement, bien sûr...

J.-P. B.

ITALIE La mort d'un terroriste

Carlo Alberto Dalla Chiesa, général de carabinieri et ancien patron de la lutte antiterroriste en Italie, a été assassiné le 3 septembre en plein centre de Palerme.

Il y a la légende et il y a la réalité. On présente volontiers ce policier comme un « homme de fer », un « renard », voire un « incorruptible ». On oublie par la même occasion qu'il fut l'un des adhérents de la loge maçonnique P2, ce groupement occulte impliqué dans tous les scandales qui ont secoué la péninsule ces dernières années. De même, cet « ennemi juré » du « crime organisé » n'avait pas hésité dans sa lutte contre les Brigades rouges à passer un accord avec l'« honorable société ».

Mais Dalla Chiesa s'est surtout illustré par ses méthodes expéditives. Chargé de mater la révolte d'une prison du Piémont, il donna l'assaut, causant froidement la mort de sept personnes. Doté des pleins pouvoirs dans le cadre de la lutte antiterroriste, après l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, il créa des unités d'élite qui



échappèrent bientôt à tout contrôle et à toute règle constitutionnelle.

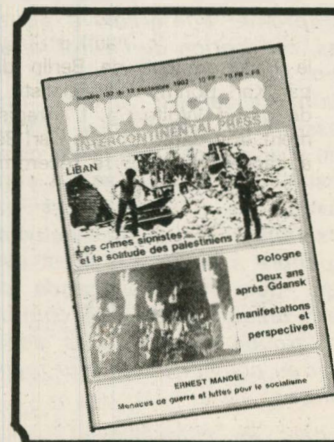
Parallèlement, les libertés démocratiques subissaient de graves restrictions. La torture est couramment utilisée contre les suspects et a permis d'obtenir des centaines de dénonciations. Sur la seule base de celles-ci, les policiers peuvent aujourd'hui interpellé et jeter en prison qui ils veulent sans avoir la moindre preuve à fournir. Toni Negri et plusieurs autres leaders de l'Autonomie ouvrière ont déjà fait les frais de cette procédure. Dalla Chiesa est donc avant tout celui qui a permis à la bourgeoisie italienne de se doter des troupes de choc qui lui faisaient jusqu'alors tant défaut et d'un appareil de renseignements et de répression que lui envient nombre de gouvernements européens. Il était en somme la parfaite incarnation du terrorisme d'Etat.

Le 1^{er} mai dernier, le général fut chargé de la lutte contre la Mafia sicilienne et nommé préfet de Palerme. Il décida dans ce cadre d'ouvrir une enquête sur certains comptes bancaires « insoupçonnables » afin de découvrir les bénéficiaires du trafic de l'héroïne dont on murmure qu'il rapporte annuellement 1 000 milliards de centimes. Mais la Mafia est en Sicile et dans la péninsule une véritable institution. Dalla Chiesa risquait de ce fait d'éclabousser une bonne partie de la classe politique et du monde des affaires. Le gouvernement de Rome lui refusa tout moyen d'action exceptionnel. Et il fut exécuté comme l'avaient été avant lui plusieurs personnalités politiques, dont Pio La Torre, député et premier secrétaire de la fédération sicilienne du PCI. Sa mort dans de telles conditions vient donc d'ouvrir un nouveau scandale politique en Italie.

C. P.

ETATS-UNIS La « guerre nucléaire prolongée »

Les stratèges du Pentagone (secrétariat américain à la défense) travaillent sur une nouvelle option militaire, celle de la guerre nucléaire prolongée. Cela a été confirmé par Reagan lui-même. Il a d'ailleurs précisé qu'il avait donné toute une série d'instructions pour que l'armée américaine soit en mesure de mener une guerre de ce type et de la gagner... Rappelons que, sous Carter déjà, une circulaire présidentielle envisageait la possibilité d'une guerre nucléaire limitée qui épargnerait le continent américain. Dans ce cas, l'Europe serait le principal théâtre du conflit. Ces préoccupations mettent en lumière la véritable fonction — pas uniquement dissuasive — du déploiement sur le continent européen des missiles Pershing II et Cruise. Se mobiliser pour s'opposer à l'installation de ces engins de mort est bien une nécessité...



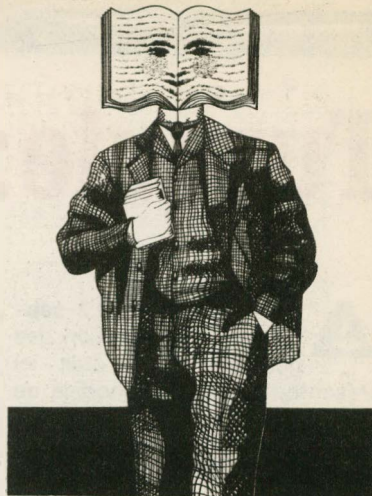
INPRECOR VIENT DE PARAITRE n°132

- Turquie : Deuxième anniversaire du coup d'Etat.
- Chine : Le projet de révision de la Constitution.
- Moyen-Orient : Après le départ de l'OLP de Beyrouth.
- Réflexions sur la situation internationale par E. Mandel

LIVRE LA BRECHE A PARAITRE

LE STALINISME

ET SON «SOCIALISME REEL»



LE livre qui va paraître le 1^{er} octobre aux Editions la Brèche sous le titre « *Le Stalinisme et son socialisme réel* » est un document exceptionnel et nécessaire pour deux raisons au moins :

- par son contenu, que l'auteur définit ainsi dans l'introduction : « *Montrer et dévoiler en quoi la société construite pendant les années du stalinisme et du néostalinisme est une société pseudo-socialiste et sur beaucoup de points antisocialiste.* »

- par son auteur, « *communiste soviétique du dernier quart de ce siècle* ». Alexandre Zimine, né au début du siècle, s'est engagé à fond dans le combat révolutionnaire dès Octobre 1917. Militant du parti communiste sous Lénine, il a participé activement à l'édification du socialisme, conçu alors comme élément d'un processus mondial. Militant de l'opposition aux côtés de Zinoviev après la mort de Lénine, quand triompha la doctrine du socialisme dans un seul pays, Zimine fut arrêté et envoyé en déportation en 1934, après l'assassinat de Kirov. C'est dans les camps qu'il acquit la conviction de la justesse du combat de Trotsky, par rapport à Zinoviev. Libéré parce qu'il avait fini son temps, mais exilé intérieur (interdiction de vivre dans les capitales, les villes universitaires, les villes « stratégiques », etc.), puis de nouveau arrêté et déporté (accusé de participation à... l'assassinat de Kirov), il est enfin définitivement libéré après le XX^e Congrès et officiellement réhabilité (mais non réintégré au parti).

Alexandre Zimine en outre, comme la plupart des militants bolcheviks de la génération d'Octobre, n'a jamais cessé de compléter sa formation dans le domaine de l'économie politique, et il a poursuivi, malgré son grand

isolement, son travail d'élaboration critique et militant, dont cet ouvrage, publié pour la première fois en Occident, est le fruit.

Le Stalinisme et son socialisme réel n'est ni un autobiographie, ni un document de la dissidence « classique », ni un témoignage : et c'est bien là que réside toute l'originalité et la richesse du livre de Zimine. Le lecteur occidental a déjà à sa disposition ces récits (biographiques, samizdats ou vécus) sur l'URSS, la plupart du temps descriptions désarmantes du « *socialisme réel, désarmantes car impuissantes à détruire l'équation URSS = socialisme* ». Zimine, lui, s'attaque à ce mythe, et pour le détruire confronte à une analyse marxiste rigoureuse, les discours officiels passés et présents,

c'est-à-dire ce qui constitue l'idéologie de Staline et de ses successeurs, et la réalité soviétique, dont on ne peut pas rêver meilleur observateur.

Ce livre ne se lit pas comme un roman d'aventures, il ouvre une série de débats théoriques très complexes mais tout à fait actuels, et c'est ce qui est captivant. Zimine aborde, en continuité des travaux de Trotsky sur la question (notamment dans *la Révolution trahie*), le contenu de la rupture pratique et théorique entre Lénine et Staline ; il décrit l'extraordinaire continuité théorique entre Staline et les dirigeants actuels que Zimine nomme « *néo-staliniens* ».

Le livre est fait de trois parties d'inégale grandeur (décomposées en huit sections) : l'opposi-

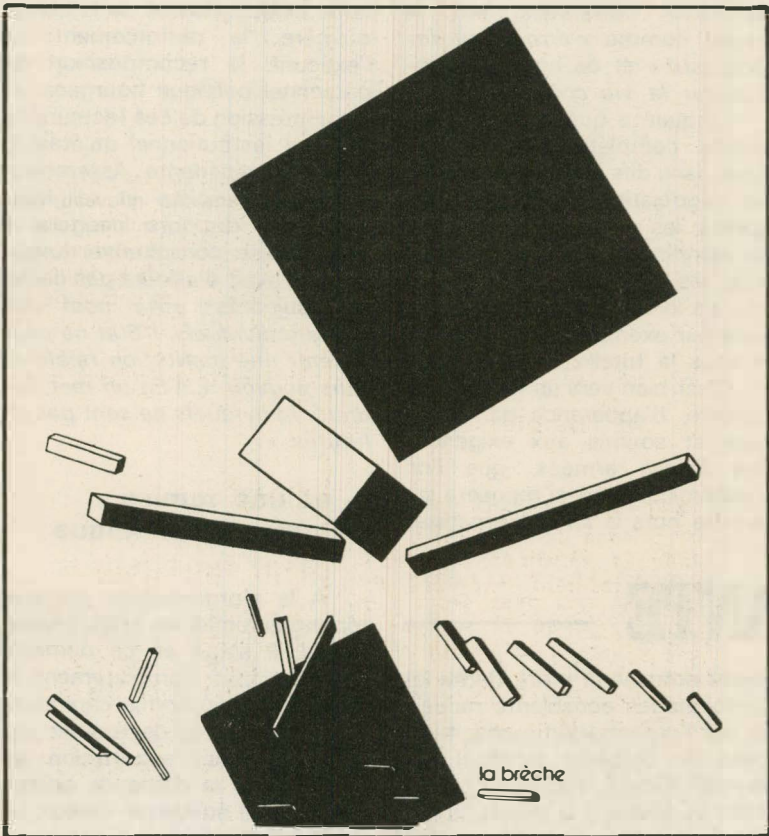
tion entre révolution socialiste mondiale et socialisme dans un seul pays ; le socialisme dans un seul pays à l'œuvre (c'est l'essentiel de l'ouvrage) ; des conclusions sur le monde à la fin du XX^e siècle.

Zimine décrit les étapes successives de la dégénérescence théorique et pratique de la notion du socialisme, il explique le passage de la notion marxiste de subordination de la révolution nationale à la révolution mondiale, à l'abandon de cette notion.

« *En soixante ans, sur une gigantesque partie de la surface terrestre, on a construit une société que ses créateurs, il est vrai, ont nommée "socialisme réel", mais qui, sans être capitaliste, ne possède pas une seule des caractéristiques théoriques obligatoires, pas un seul des traits réels du socialisme... caractéristiques et traits sans lesquels, répétons-le, le socialisme et la marche au socialisme sont impossibles et impensables.* »

L'auteur confronte donc le « *socialisme réel* » stalinien, non socialiste (et antisocialiste) aux définitions et traits caractérisant

le socialisme comme première phase du communisme, en étudiant successivement les questions de l'industrialisation, la rémunération du travail, la formule du socialisme de Staline, la conception stalinienne de la société socialiste de classes, et la « *loi économique fondamentale du socialisme* » selon Staline. Zimine conclut ainsi ses réflexions sur le monde à la fin du XX^e siècle : « *La nouvelle construction du socialisme doit être opposée, non seulement à la crise généralisée du capitalisme et à son pourrissement, mais également au pourrissement et à la crise généralisée du "socialisme réel" stalinien. Personne n'est en mesure de prévoir combien de temps ces deux pôles pourrissants, ces deux crises généralisées des sociétés de l'humanité actuelle, se prolongeront encore au XXI^e siècle. Mais il n'y a pas de doute à avoir : la transition du capitalisme au socialisme (inévitabile et de plus totalement mûre historiquement) sera entièrement différente de la transition ayant conduit au XX^e siècle au pseudo-socialisme stalinien.* »



44 F + PORT 580f

NOM
 PRENOM
 ADRESSE
 VILLE

Veillez trouver ci-joint un chèque de pour
 exemplaires du livre de A. ZIMINE, libellé à l'ordre de PEC, 2, rue
 Richard-Lenoir 93100 Montreuil.
 Je désire le recevoir à l'adresse ci-dessus.
 Je passerai le prendre à la librairie LA BRECHE, 9, rue de Tunis,
 Paris 75011.

..... F + F de frais de port.



- Samedi 21 h 35 (TF1), « *Téléthèque* », émission rétro pour masos s'apitoyant sur leur adolescence envolée... Ce soir Eddy, Johnny, Sylvie, Françoise, Nino et les autres enfonceront un peu plus dans la tête de certain(e)s l'inélectabilité du passage du temps. Portée philosophique garantie !

- Dimanche 13 h 20 (A2), Festival Bugs Bunny. Un Tex Avery et une pelletterie de Bob Mac Kimpson et de Chuck Jones pour rendre hommage au lapin le plus dingue de l'histoire du dessin animé, et au personnage le plus surréaliste du 7^e art (rien que ça... c'est mon « héros » préféré !) « *What's up Doc ?* ».

- 22 h 30 (FR3), *Madame de*, film de Max Ophüls avec Danielle Darrieux et Charles Boyer ; ou comment terminer le cycle consacré à

D. D. par un cher-d'œuvre. Petite histoire de boudoir et de libertinage fin de siècle, somptueusement mise en scène par Ophüls...

- Lundi 20 h 35 (A2), *la Flûte enchantée* ; la version « ballet » du célèbre opéra de Mozart, avec une chorégraphie de Maurice Béjart et le Philharmonique de Berlin dirigé par Karl Böhm, le spécialiste n° 1 du grand Wolfgang. L'enregistrement doit dater, vu que Karl Böhm a cassé sa baguette récemment, mais cela ne peut donner qu'un peu plus de bouquet à cette magnifique ode à la liberté que Mozart écrivit contre tous les despotismes...

- Mardi 20 h 35 (FR3), *Quelle joie de vivre*, de René Clément, avec Alain Delon et Gino Cervi. C'était l'époque où Delon était encore un jeune acteur talentueux et prometteur qui peaufinait son personnage

de petite gouape équivoque et cynique derrière la caméra des meilleurs réalisateurs français et italiens... Delon doit à René Clément trois de ses meilleurs rôles : Ripley dans *Plein Soleil* d'après P. Highsmith, le faux clochard des *Félins* d'après une « série noire » de Whittington, et ce jeune Italien amoureux de la fille d'un faux anarchiste dans l'Italie fasciste de 1922... c'était avant *Borsalino* et l'affaire Markovic... Ah, nostalgie ! (soupir).

- Jeudi 20 h 35 (FR3), *O'Madiana*, de Constant Gros-Dubois, premier film réalisé par un Antillais sur la dure vie de ses compatriotes exilés en métropole...

- Vendredi 20 h 35 (TF1), Francis Lemarque, le plus populaire des chanteurs français d'après-guerre, passe très rarement à la télé... Il faut en profiter !

- 23 h (A2), *Gentleman Jim*, un film de Raoul Walsh, interprété par Errol Flynn, d'après la vie du boxeur « Jim » Corbett, portée en scénario par V. Laurence et Horace McCoy (excusez du peu !)... Un chef-d'œuvre total. La fluidité, l'humour, l'action et la facilité... la marque indélébile du génie de Raoul Walsh.

Michel Laszlo

RUBRIQUE CULTURELLE

UN PREMIER BILAN

Un an de fonctionnement au sein du 16 pages, avec nos 9 000 signes hebdomadaires... et les choix débattus et décidés au sein du comité de rédaction dès septembre 1981 : la régularité des rubriques, le choix d'un thème par semaine, l'introduction d'une rubrique télévisive régulière, la rupture avec un certain élitisme et un « parisianisme » certain... nous ont permis d'ancrer la page culturelle sans trop de problèmes au cœur de l'hebdo nouvelle formule.

Dans le même temps, comme par enchantement, les lettres de critiques ont subitement cessé d'arriver jusqu'à nous... Comme je n'ai pas la naïveté de croire à la complicité des PTT, de la camarade chargée du « *dispatching* » du courrier, ou à l'extinction de toute critique, je souhaiterais au contraire

que les lectrices et lecteurs nous écrivent pour nous faire part de leurs impressions en ce qui concerne la rubrique, nous dire ce qu'elles et ils pensent de nos manques, de nos carences, ou de nos choix... On ne publiera pas le courrier mais on essaiera d'en tenir compte au maximum pour 1983 !

Je tiens à signaler également que certaines défections de camarades chargés de rubrique ont eu pour néfastes conséquences la quasi-disparition de la rubrique théâtre, et les à-peu-près des comptes rendus de littérature, l'année passée. Conclusion : celles et ceux qui lisent beaucoup et/ou qui aiment le théâtre peuvent également nous écrire s'ils trouvent ces lacunes trop énormes... A vos plumes !

Michel Laszlo

Turquie: après deux ans de normalisation

AU lendemain du 12 septembre 1980, l'action des généraux turcs était ici présentée comme un modèle de coup d'Etat « propre ». Deux ans plus tard, les nouveaux maîtres du pays ont abattu leur jeu. La répression qui dans un premier temps ne frappa que le mouvement ouvrier et la minorité kurde s'est étendue. Des intellectuels, des juristes, d'anciens politiciens en sont victimes (voir ci-dessous).

Bulent Ecevit, l'ancien Premier ministre et leader du Parti républicain du peuple (PRP, formation du fondateur de la République, Mustafa Kemal), vient pour la troisième fois d'être arrêté. Des journaux ont été plusieurs fois interdits, près de 20 000 fonctionnaires ont été sanctionnés, tandis que l'on militarisait l'enseignement et l'administration. Voilà qui paraît fort éloigné des promesses initiales d'un « retour rapide à la démocratie ».

Vers un régime autoritaire...

Le 23 octobre 1981, la junte désignait une Assemblée chargée de rédiger la nouvelle Constitution qui sera soumise à référendum en novembre prochain. La commission spéciale chargée d'y travailler vient de rendre publiques ses conclusions. Au centre du projet, le rôle prépondérant du chef de l'Etat. Celui-ci se voit octroyer le droit de dissoudre le Parlement et de désigner les membres des principaux organismes contrôlant les institutions. Une définition qui semble taillée sur mesure pour le général Evren, le président du Conseil national de sécurité (CNS)

• La junte militaire installe un ordre nouveau avec la bénédiction des USA



Le général Evren n'a pas caché ses buts : « La liberté n'est pas illimitée. »

qui postulerait sans doute à cette charge.

En outre, le texte prévoit une sévère restriction des libertés. Le gouvernement pourra par exemple instituer l'« état d'urgence » et suspendre les garanties fondamentales sans avoir besoin de faire appel à l'armée. Les partis de classe ou d'obédience marxiste, ainsi que les groupes se réclamant du fascisme ou de l'islamisme, seront interdits. Des dispositions spéciales sont prévues contre ceux qui seraient accusés d'attenter à l'unité de l'Etat ou de vouloir « instaurer la dictature d'une classe ». Enfin, la liberté de la presse ne s'appliquera pas aux journaux dont les

autorités considéreraient le travail comme « erroné ou intempestif » et de nature à « influencer la vie commune ».

Cinquante-quatre lois devraient compléter ces dispositions dans des domaines tels que les négociations collectives, les grèves, les associations, le droit de manifestation, la Sécurité sociale, les universités, le commerce... La loi sur les syndicats consiste par exemple à placer ceux-ci sous la tutelle de l'Etat.

C'est bien vers un régime autoritaire, d'apparence parlementaire et soumis aux exigences des forces armées, que l'on s'achemine. Celui-ci reposera sur la mise hors la loi des organisa-

tions indépendantes de la classe ouvrière, le renforcement de l'exécutif, la recombinaison du personnel politique bourgeois et la suppression de ces facteurs de blocage institutionnel qu'étaient, dans la précédente Assemblée, les partis fasciste et religieux. Dans son discours inaugural à l'Assemblée consultative, Kenan Evren n'avait d'ailleurs pas caché ses objectifs : « Au nom des droits individuels, l'Etat ne peut devenir une institution faible et sans pouvoir. (...) En un mot, les droits individuels ne sont pas illimités. »

... et une remise en ordre économique

A la réorganisation politique répond la remise en ordre économique. Il s'agit en ce domaine d'insérer plus complètement le pays dans l'économie capitaliste internationale, et de tourner ses activités vers l'exportation en profitant de la demande accrue qui apparaît au Moyen-Orient. La dévaluation de la monnaie, la suppression de tous les contrôles de prix, l'ouverture aux capitaux étrangers des principaux secteurs, l'encouragement à la restructuration des entreprises et le blocage des salaires sont destinés à favoriser ces objectifs.

Bien sûr, cela suppose une sauvegarde offensive d'austérité contre les couches populaires. Le salaire minimum net dépasse à peine les 7000 livres (environ 300 F), ce qui ne représente guère que l'équivalent du prix d'un kilo de thé et de trois paires de chaussures. Dans le même temps, l'inflation galope au rythme de 40 % par an. Quant au chômage, il touche 15 % de la population (plus de trois mil-

lions de personnes). Cela n'empêche pas le ministre du Travail d'affirmer cyniquement : « Pour encourager les entreprises, licencier serait une bonne chose si celles-ci sont en difficulté. »

En ce deuxième anniversaire de la prise du pouvoir, la dictature connaît pourtant ses premières difficultés. L'incapacité à maîtriser l'évolution de l'inflation (on s'était fixé une limite de 25 % pour cette année) provoque le mécontentement des classes moyennes qui l'avaient jusque-là soutenue. Certaines dispositions du projet constitutionnel ont heurté la presse et certains secteurs intellectuels qui se sentent menacés. Quant aux anciens responsables des partis bourgeois dissous en 1981, les poursuites contre Bulent Ecevit leur laissent mal augurer de la place qui leur sera laissée dans la future République. Le passage à l'opposition de ces forces risquerait de ruiner le peu de crédit international dont dispose encore le pouvoir militaire.

Cela a amené ce dernier à se débarrasser, en juillet dernier, de trois membres du gouvernement dont Turgut Ozal, le vice-Premier ministre et inspirateur des orientations économiques. Et il n'est pas impossible que le CNS fasse des concessions symboliques sur la nouvelle Loi fondamentale.

Il reste qu'Evren bénéficie de deux atouts majeurs. D'abord la situation de reflux et de désorganisation du mouvement populaire. Ensuite, l'appui inconditionnel de l'administration américaine dont l'ex-secrétaire d'Etat, Alexander Haig, exposait il y a quelques mois les considérants : « Les 815 millions de dollars d'aide que nous apporterons en 1983 serviront non seulement à endiguer les difficultés économiques mais aussi les difficultés politiques. La Turquie est le troisième pays à recevoir la plus grande aide après Israël et l'Egypte, car pour le flanc sud-est de l'OTAN, une Turquie stable et solide est indispensable. »

De leur côté, les gouvernements européens ont quelque peu pris leurs distances. Mais cela n'empêche pas les représentants d'Ankara de siéger dans les instances communautaires. Même le gouvernement français, qui sur la Pologne a exigé officiellement la levée de la loi martiale, reste d'une scandaleuse discrétion. Il faut croire que notre diplomatie, qui ne manque pas une occasion de marquer son engagement atlantique, est elle aussi consciente de l'importance stratégique de la Turquie pour le dispositif impérialiste. Serait-ce là une réponse à Georges Sarre qui s'interrogeait le 3 juin dans *le Matin* : « Face au soutien américain qui est accordé à Ankara, serions-nous démunis de moyens ? »

Christian Picquet

UNE PRISON SANGLANTE

LA Turquie du général Evren est devenue une gigantesque prison. Les déclarations des maîtres d'Ankara sur un retour prochain à la démocratie ne peuvent plus cacher la sinistre réalité.

• Des centaines de milliers d'arrestations. Les plus récents chiffres des autorités militaires font état de 25 000 condamnations prononcées depuis le 12 septembre 1980. A ce jour, 26 des 103 peines de morts infligées par les tribunaux de la loi martiale ont été confirmées par la junte. Les organisations ouvrières et les nationalistes kurdes sont les principales victimes de l'action des forces armées. Ainsi, officiellement, 12 500 condamnés sont classés à l'« extrême gauche », 600 sont qualifiés de « séparatistes » et 3 500 seulement sont des extrémistes de droite. D'ailleurs, la plupart des chefs du Parti d'action nationaliste (d'inspiration nazie) ont été remis en liberté. On leur reproche pourtant 694 assassinats.

Ces chiffres rendent mal compte de l'ampleur de la répression. Les journaux turcs, pourtant soumis au sévère contrôle de la censure, ont dû admettre qu'en deux ans, plus de deux cent mille personnes ont été placées en garde à vue, dont la durée a été portée à 45 jours. Durant cette période, les détenus sont totalement isolés de l'extérieur.

• Des procès par centaines. Les principales procédures en

cours visent :

— La DISK (Confédération des syndicats ouvriers progressistes). 52 dirigeants de cette organisation, qui comptait 600 000 adhérents avant le coup d'Etat, sont menacés de la peine capitale. 2 000 autres membres du syndicat sont en attente de jugement.

— Le Comité turc pour la paix : quarante-quatre responsables de ce mouvement (essentiellement des parlementaires, des journalistes, des universitaires et des juristes) ont été arrêtés sur ordre de la cour martiale d'Istanbul. Au nombre des inculpés, le bâtonnier Orhan Apaydin qui, comme par hasard, était l'un des défenseurs des dirigeants de la DISK. L'accusation parle « d'activités communistes ».

— Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). 2 500 militants de ce parti, légal avant le 12 septembre 1980, sont poursuivis. Parmi eux, le maire de Diyarbakir, la capitale de la province kurde, risque 15 ans de détention pour avoir osé s'adresser à ses concitoyens dans leur langue.

— Le Parti communiste, le Parti ouvrier de Turquie, plusieurs organisations d'extrême gauche (Dev-Yol, Dev-Sol, Parti ouvrier et paysan de Turquie). Les procès contre ces organisations concernent des centaines de personnes.

• Tortures et assassinats. Amnesty International a recensé au moins 80 cas de sévices

ayant entraîné la mort. Parmi les témoignages accablants recueillis par l'organisation humanitaire, celui du dirigeant syndical Sulayman Kirteke, arrêté en janvier 1981 et détenu à la prison de Balikesir : « Mes jambes, mes mains, mes yeux, mes bras et mes pieds sont noirs et gonflés par suite des tortures que j'ai subies. Les mêmes choses sont faites aux femmes. La mort serait préférable. Mon seul crime est d'appartenir à la DISK. » Les techniques les plus courantes sont la falaka (coups sur la plante des pieds) la torture à l'eau, les chocs électriques, la crucifixion, la suspension par les membres, l'arrachage des ongles, le viol...

Les organisations turques et kurdes font état d'assassinats perpétrés de sang-froid dans les prisons militaires de Mamak (Ankara), Metris et Alemdag (Istanbul) et Diyarbakir. Il n'est pas rare, semble-t-il, que les geôliers s'en prennent aux visiteurs et aux familles des détenus. A Diyarbakir par exemple, une quarantaine de personnes auraient été tuées ou blessées le 21 mars 1982. Une quinzaine de corps portait des marques de strangulation et de torture. Les victimes ont été enterrées ou brûlées dans le plus grand secret, en l'absence de leurs familles. Au moins cinq autres meurtres légaux auraient également été commis au même endroit les 18 et 19 mai derniers.

C. P.

**Contre la dictature en Turquie
Manifestation
samedi 11 septembre à 14 heures
place de la République**

A l'appel d'une vingtaine d'organisations turques et kurdes et avec le soutien de Lutte ouvrière, de la LCR, du PCI, de l'UNEF-ID, du CEDETIM, de la FEANF, de l'UTIT et de plusieurs organisations d'Iran et du Kurdistan iranien (sympathisants de l'Organisation des guérilleros fedais du peuple, et du Peykar, PDKI...), etc.